

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La Saisie des Valeurs Mobilières

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Jeudi 5 Mars 1925 à 14 heures

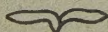
PAR

HENRI GUIBERT

Président : M. G. RIPERT

Suffragants : M. MOREL

M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE



PARIS

Imprimeries DUBOIS & BAUER, 34, Rue Laffitte

1925

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses ; ces opinions doivent être considérée
comme propres à leurs auteurs.*

La Saisie des Valeurs Mobilières

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Jeudi 5 Mars 1925 à 14 heures

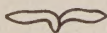
PAR

HENRI GUIBERT

Président : M. G. RIPERT

Suffragants : M. MOREL

M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE



PARIS

Imprimeries DUBOIS & BAUER, 34, Rue Laffitte

1925

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*



INTRODUCTION

« Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir. » « Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers... » Telle est la règle posée par les articles 2092 et 2093 du Code civil.

Cette règle qui fait de tous les biens du débiteur le gage de ses créanciers, n'est pas nouvelle. A Rome, dès la procédure des « actions de la loi », ce gage est, dans certains cas déterminés, réalisé par la « pignoris capio » et la « bonorum cessio ». Au stade suivant, la « missio in possessionem » est une véritable faillite civile ouverte, même pour une seule créance. A l'origine, les biens sont vendus tous ensemble dans la « venditio bonorum », puis plus tard ils le sont en détail par la « distractio bonorum ». Enfin, sous la procédure extraordinaire, le « pignus in causâ judicati captum » est également une saisie d'objets particuliers (1).

Dans l'ancien droit, aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, l'ensemble des biens du débiteur est encore le gage de ses créanciers, sauf quelques exceptions que nous retrouvons encore maintenant pour la plupart et qui sont établies, soit pour des motifs d'humanité (lit, vêtements, pain), soit pour laisser des moyens de travail (livres des écoliers et des avocats, animaux et instruments de labour), soit pour favoriser le commerce (interdiction de saisir les marchandises apportées aux foires et aux marchés, sauf pour les créances nées à cette occasion), soit par égard pour la personne du débiteur (ecclésiastiques) ou pour le lieu où se trouvent les objets (lieux sacrés et chambres

(1) Colin et Capitant, *Cours élémentaire de droit civil français*, 2^e édition, II, p. 37. — Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, 6^e édition, p. 995, 1063, 1096. — Tambour, *Des voies d'exécution sur les biens du débiteur*, tome I.

de demoiselles ou de dames) (Beumanoir, chap. 54, n° 7). Si à cette époque, les immeubles ne peuvent être saisis qu'à défaut d'autres biens, ils peuvent l'être cependant si l'importance de la créance l'exige (1).

Dans les coutumes rédigées, la saisissabilité est la règle. En quelques coutumes, exceptionnellement, sont insaisissables les armes de défense, le lit, le vêtement quotidien et le pain. En 1595, Henri IV défendit de saisir les instruments de labour, sauf pour les créances du vendeur et du propriétaire. En 1704, les moulins furent déclarés insaisissables en même temps que les instruments servant aux manufactures de laine, de fil et de coton (2). La règle suivant laquelle le patrimoine du débiteur est le gage de ses créanciers, était donc générale dans l'ancien droit et le code l'a gardée, sauf les exceptions énoncées expressément dans nos codes et dans diverses lois. En même temps, le code de procédure civile a donné le moyen de mettre la main sur les divers éléments de ce gage et de le réaliser. Il est cependant quelques biens, sans doute peu importants en 1803, mais qui se sont développés au cours du XIX^e siècle au point de constituer une grande partie de la fortune publique, et dont la saisie a présenté de grandes difficultés pratiques, car elle n'est pas prévue par le code de procédure civile : nous voulons parler des valeurs mobilières.

Avant d'aller plus loin sur ce sujet, nous jugeons utile de préciser exactement quelles sont les valeurs mobilières dont nous allons nous occuper. Ces mots ont un sens très général et peuvent désigner tous les titres représentatifs d'un capital nominal. « Dans une acception plus restreinte, on appelle spécialement *valeurs mobilières* ou *industrielles*, les titres d'actions ou d'obligations émis par les sociétés commerciales ou civiles. » (Buchère. *Traité théorique et pratique des valeurs mobilières et effets publics*, n° 2.)

Selon M. Thaller (3), « il y a trois sortes de valeurs mobilières : 1° les *actions* de sociétés; 2° les *obligations* de sociétés, d'Etats, de départements, de villes, de chambres de commerce; 3° enfin les *rentes sur l'Etat*... » Ce sont les valeurs

(1) Tambour, op. cit., II, p. 125. — Voir en outre, P. Collinet, *Thèse pour le doctorat sur la saisie privée*.

(2) Tambour, op. cit., II, p. 226.

(3) *Traité élémentaire de droit commercial*, 6^e édition, p. 882.

mobilières telles qu'elles viennent d'être définies qui feront l'objet de cette étude sommaire.

Le Code de procédure civile, qui traite de la saisie des objets mobiliers, des immeubles, des fruits encore pendant par branches ou par racines, des rentes constituées sur particuliers, des créances du débiteur..., etc., ne parle pas des valeurs mobilières. Seul l'article 529 du Code civil se contente de dire que ce sont des meubles par détermination de la loi.

Ce n'est pas à dire que les valeurs mobilières fussent complètement inconnues lors de la rédaction de nos codes. Sans remonter jusqu'à l'antiquité où l'on voit, par exemple, le titre au porteur connu chez les Hébreux, les Grecs et les Romains, au moins pour les créances privées (1), on trouve en France dès le ^{xii}^e siècle une société par actions pour l'exploitation du Moulin du Basacle, à Toulouse. Dans la même ville, une société, au moins aussi ancienne, administrait le Moulin du Château Narbonnais. Au ^{xvii}^e siècle se fondaient de nombreuses sociétés par actions, telles que la Compagnie de Saint-Christophe en 1626, la Compagnie de la Nouvelle-France en 1628, la Compagnie de l'Orient en 1651, les Compagnies des Indes Orientales et Occidentales en 1664 (2).

Malgré l'échec de Law, au ^{xviii}^e siècle, il subsista beaucoup de sociétés par actions, mais les nombreux privilèges dont elles étaient investies attirèrent les foudres de la Convention qui, par un décret du 24 août 1793, supprima toutes les « associations », dont « le capital repose sur des actions au porteur, sur des effets négociables ou sur des inscriptions sur un livre, transmissibles à volonté ». Après divers décrets dont les uns étendaient la prohibition et les autres la restreignaient, la liberté des compagnies fut rétablie par une loi du 30 brumaire an IV (3), mais l'importance des sociétés par actions était à peu près nulle lors de la rédaction du Code civil et du Code de procédure civile : c'est ce qui explique le silence de ceux-ci à l'égard des valeurs mobilières.

(1) A. Wahl, *Traité théorique et pratique des titres au porteur*, n^{os} 12 à 242.

(2) Troplong, *Du contrat de société*, préface.

(3) De Folleville, *Traité de la possession des meubles et des titres au porteur*, n^{os} 192 et 193.

Mais les valeurs mobilières se sont développées considérablement au cours du xix^e siècle et au début du xx^e. Si, en 1815, les valeurs françaises inscrites à la cote officielle de la Bourse de Paris représentaient un capital nominal de 1.500 millions de francs, ce capital s'élevait à 8 milliards 980 millions en 1850, à 42 milliards 274 millions en 1880 et 58 milliards 50 millions en 1900. Au 31 décembre 1908, on évaluait au chiffre total de 104 milliards 446 millions l'ensemble des valeurs mobilières françaises et étrangères appartenant à des Français (1). Les chiffres actuels seraient beaucoup plus élevés, à raison de l'augmentation considérable des diverses dettes publiques nationales.

Ce grand développement montra l'insuffisance des textes de nos codes relatifs aux valeurs mobilières, en particulier lorsque des créanciers voulurent saisir les valeurs possédées par leurs débiteurs; la pratique rencontra de grandes difficultés, hésitant sur la procédure à suivre.

En effet, malgré le silence des codes, la saisissabilité des valeurs mobilières en général a soulevé peu de difficultés. « Si « la loi n'a organisé aucune procédure pour la saisie des droits « incorporels, on n'en peut pas conclure qu'ils sont insaisissables; le créancier doit alors employer la procédure qui « s'adapte le mieux à la nature du droit à saisir... » (2). Les articles 2092 et 2093 du Code civil ont porté une règle générale et l'insaisissabilité est un privilège spécial qui ne peut résulter que d'une disposition expresse de la loi (3).

Dès 1842 fut discuté un projet ayant pour but de combler la lacune du Code de procédure, mais il n'aboutit pas, non plus que d'autres projets dont le dernier en date est de 1898 et dont nous parlerons plus loin.

C'est à la jurisprudence qu'incomba le choix de la procédure à suivre parmi les différentes procédures existant. Elle s'y appliqua du mieux qu'elle put, mais elle ne fut pas sans rencontrer de nombreuses difficultés dont beaucoup ne sont

(1) C. Perreau, *Cours d'Economie Politique*, II, p. 644.

(2) Cour de Limoges, 15 mars 1901 : *Gazette du Palais*, 1901, 2^e sem., p. 168.

(3) Bushère, *op. cit.*, n^o 430.

pas encore résolues. C'est cette jurisprudence que nous allons étudier plus spécialement, en voyant d'abord pour chaque question les règles générales qui y sont applicables, puis les difficultés qui se présentent, la manière dont la jurisprudence a essayé de les trancher avec les moyens dont elle disposait, et enfin ce que nous pensons de cette jurisprudence. Pour terminer, nous indiquerons les réformes législatives qui nous semblent les plus urgentes.

Nous ne traiterons que la question de la saisie par un créancier des valeurs de son débiteur, laissant de côté la saisie-revendication des titres que le propriétaire a perdus ou qui lui ont été volés. Cette question est, en effet, très simple pour les titres nominatifs, et elle a été réglée par les lois des 15 juin 1872 et 8 février 1902 pour les titres au porteur.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

Des Valeurs insaisissables

Avant de traiter la question de la saisie des valeurs mobilières, nous allons parler rapidement des valeurs insaisissables pour ne plus avoir à y revenir. Nous verrons successivement les rentes sur l'Etat, les obligations du Crédit Foncier, les valeurs dotales, la clause d'insaisissabilité et les valeurs indivises.

1° Rentes sur l'Etat.

La question de la saisissabilité des rentes sur l'Etat a soulevé de vives discussions à la fin du siècle dernier et l'accord n'est pas encore fait entre la jurisprudence civile et la jurisprudence administrative (1).

L'article 4-1° de la loi du 8 nivôse an VI décide que : « Il ne sera plus reçu, à l'avenir, d'opposition sur le tiers con-
« servé de la dette inscrite ou à inscrire. » La loi du 22 floréal an VII étend cette disposition aux arrérages. Les lois du 27 avril 1887 et du 17 janvier 1894 créant les rentes 4 1/2 et 3 1/2 % disent (art. 3) que : « Ces rentes sont insaisissables
« conformément aux dispositions des lois des 8 nivôse an VI
« et 22 floréal an VII. » Les lois des 16 novembre 1915, 15 septembre 1916, 26 octobre 1917 etc..., créant d'autres rentes se contentent de renvoyer à l'une des lois antérieures.

La loi du 8 nivôse an VI semblait, d'après son texte et ses travaux préparatoires, poser le principe de l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'Etat. Cette insaisissabilité fut admise sans discussion au début du XIX^e siècle, tant par la jurispru-

(1) Voir en particulier : Fuzier-Herman, *Répertoire général alphabétique de droit français*. V^o Dette publique, n^{os} 194 à 355 et Rozier, *De l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat*.

dence administrative (1) que par la jurisprudence civile (2). Les auteurs ne soulevaient aucune objection (3).

Les premières difficultés surgirent à propos de la mise en gage des titres de rentes sur l'Etat. Le principe de l'insaisissabilité ayant été établi dans l'intérêt des rentiers, ainsi que nous le verrons plus loin, il semblait que ceux-ci pouvaient y renoncer et qu'ils le faisaient en remettant en gage leurs titres de rentes (4). On vit cependant des débiteurs de mauvaise foi remettre des titres de rente en gage à leurs créanciers et invoquer ensuite le principe de l'insaisissabilité pour empêcher ceux-ci de les faire vendre. Un jugement du tribunal civil de la Seine du 1^{er} février 1853 confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 13 janvier 1854 (5) permit au créancier, à défaut de paiement, de faire vendre à la Bourse des titres donnés en gage. Plus tard un arrêt du Conseil d'Etat du 6 août 1878 (6) permit le transfert dans ce cas, mais il exigea un acte écrit de nantissement; une décision judiciaire constatant le nantissement ne lui suffit pas : il voulut que le débiteur renonçât expressément au privilège d'insaisissabilité. Le droit de mettre en gage les rentes sur l'Etat avait d'ailleurs été admis indirectement, semble-t-il, par les lois du 9 juin 1819, du 8 septembre 1830 et du 17 mai 1834 ; la première (art. 1^{er} et 3) obligeant à un cautionnement de dix mille francs de rentes les propriétaires et éditeurs d'écrits périodiques, la deuxième établissant un droit fixe de deux francs pour les actes de prêts sur dépôts d'effets publics français, et la troisième (art. 3) autorisant la Banque de France à faire des prêts sur

(1) Ordonnance en Conseil d'Etat : 19 décembre 1839. Sir. 1840-2-281.

(2) Paris : 25 juin 1832. Sir. 1832-2-559. — Toulouse : 5 mai 1838. Sir. 1838-2-456. — Seine : 26 novembre 1847 et Paris : 14 avril 1849. Sir. 1849-2-413. — Bordeaux : 1^{er} mars 1880. Sir. 1881-2-6. — Rouen : 6 mars 1888. *Gaz. du Pal.* 1888-2-91. — Seine : 16 juin 1888. *Journ. des Not.* 1888, p. 552. — Trib. de Nantes : 28 juin 1888. *La Loi*, 28 juillet 1888. — Seine : 23 janvier 1889. *Gaz. des Trib.*, 2 mars 1889. — Rennes : 31 janvier 1889. *Gaz. du Pal.*, 1889-1-272. — Paris : 19 décembre 1889. *Gaz. du Pal.*, 1890-1-313. — Angers : 10 janvier 1893. *Gaz. du Pal.*, 1893-1-273.

(3) De Folleville, op. cit., n° 361. — Rauter, *Cours de procédure civile française*, n° 280.

(4) Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 4^e édit., n° 777.

(5) Sir. 1854-2-209.

(6) Sir. 1879-2-25.

dépôts de titres de rentes. D'ailleurs, la mise en gage ne fait échec à l'insaisissabilité qu'au profit du créancier en faveur de qui le gage a été constitué (1).

La crainte de la contrainte par corps empêchait beaucoup de débiteurs de mauvaise foi d'user de la faculté de mettre une grande partie de leur fortune à l'abri des créanciers par le moyen de la rente. Il y avait cependant de graves abus et la jurisprudence essaya de réagir, d'abord en matière de faillite. Un jugement du Tribunal civil de Lyon, du 24 janvier 1857, confirmé par un arrêt de la Cour de Lyon, du 19 mai 1857, confirmé lui-même par un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation, du 8 mars 1859 (2), décida que le principe de l'insaisissabilité ne s'oppose pas à ce que les rentes sur l'Etat soient, après faillite, aliénées à la diligence des syndics, ceux-ci en faisant opérer le transfert sans saisie préalable et comme mandataires légaux du failli. Ces décisions rendues dans une excellente intention ont le tort de considérer les syndics comme mandataires du failli alors qu'ils sont au contraire mandataires de ses créanciers, ce qui ne leur donne pas le droit d'agir en son nom. Pour la première fois, on voit apparaître dans l'arrêt de la Cour de Lyon l'idée que l'insaisissabilité n'a pas été établie au profit des rentiers, mais pour alléger la comptabilité nationale. Cette idée, qui devait être développée considérablement par la suite, fut reprise immédiatement par Labbé qui commença à attaquer la théorie de l'insaisissabilité absolue (3).

Cette théorie subsista dans quelques tribunaux, mais le dernier arrêt admettant l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat, même en cas de faillite, fut rendu par la Cour de Rouen le 1^{er} avril 1888 (4). La jurisprudence civile autorise maintenant, d'une manière constante, les syndics à faire vendre les titres de rente du failli (5), mais beaucoup d'auteurs (6)

(1) Grenoble : 27 juillet 1867. Sir., 1868-2-79.

(2) D. P., 1859-1-145.

(3) Journ. du Pal., 1859, p. 545, en note.

(4) Sir., 1888-2-171.

(5) Amiens : 16 janvier 1894. Sir., 1894-2-236. — Nancy : 30 décembre 1920. D. P., 1921-2-121.

(6) Thaller, op. cit., n° 1790. — Percerou, *Des faillites et banqueroutes et des liquidations judiciaires*, n° 555 à 557.

n'admettent pas cette jurisprudence qui « repose sur une con-
« fusion ou sur un jeu de mots... » (1), et qui est contraire
aux travaux préparatoires, comme nous le verrons plus loin

La suppression de la contrainte par corps, en 1867, augmenta
les abus qui entraînèrent une nouvelle évolution de la juris-
prudence. Un premier arrêt de la Cour de Paris, du 19 jan-
vier 1886 (2), déclara que les lois du 8 nivôse an VI et du
22 floréal an VII se bornaient à interdire dans l'intérêt du
Trésor public et des règles de sa comptabilité, les saisies-arêts
des rentes sur l'Etat, mais que celles-ci n'étaient pas frappées
d'une insaisissabilité absolue aux dépens des tiers. Cette théorie
nouvelle fut adoptée par le Tribunal de Bordeaux, le 11 mars
1887 (3), puis le 11 mai 1887 (4) par celui de la Seine, le
26 juin 1888 (5), par celui du Mans le 19 janvier 1892 (6),
puis par la Cour de Cassation dans deux arrêts des 2 et 16 juil-
let 1894 (7). La décision de la Cour de Cassation ne suffit
cependant pas pour fixer la nouvelle jurisprudence et l'on vit
la même année des décisions contradictoires entre les diffé-
rentes Chambres d'un même tribunal ou d'une même
cour (8). Il fallut encore des arrêts de la Cour de Cassation
du 23 novembre 1897 (9) et du 18 février 1901 (10) pour que

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 2^e édit., VII, n° 245.

(2) *D. P.*, 1886-2-233. *Sir.*, 1887-2-1, avec note de Labbé.

(3) *Gaz. du Pal.*, 1887-1-504.

(4) *D. P.*, 1888-3-55.

(5) *Journ. des Not.*, 1888, p. 552.

(6) *D. P.*, 1892-2-90.

(7) *Sir.*, 1895-1-5. — *D. P.*, 1894-1-497.

(8) *Pour l'insaisissabilité absolue* : Paris, 3^e ch., 19 décembre 1895 : *Gaz. du Pal.*, 1896-1-143. — Seine, 2^e ch., 30 janvier 1896 et 5^e ch. : *D. P.*, 1897-2-17. — Paris, 3^e ch., 7 août 1896 : *D. P.*, 1897-2-113. — Seine, 5^e ch., 11 novembre 1896 : *Le Droit*, 21 novembre 1896. — Trib. de Marseille, 4 février 1897 : *Le Droit*, 24 février 1897. — *Contre l'insaisissabilité absolue* : Paris, 6^e ch., 27 décembre 1894 : *D. P.*, 1896-2-123. — Rennes, 18 janvier 1896 : *Rec. des arrêts des cours d'Angers et de Rennes*, 1896, p. 193. — Trib. de Caen, 1^{er} décembre 1896 : *Le Droit*, 16 janvier 1897. — Paris, 2^e ch., 13 janvier 1897 : *Gaz. des Trib.*, 1^{er} février 1897. — Seine, 1^{re} ch., 16 novembre 1897 : *La Loi*, 24 novembre 1897.

(9) *D. P.*, 1898-1-39.

(10) *D. P.*, 1901-1-166.

la question fut définitivement tranchée, du moins en droit (1).

En fait la jurisprudence de la Cour de Cassation est rendue en grande partie inefficace par celle du Conseil d'Etat qui n'a pas varié. Une déclaration du Ministre des Finances faite en séance publique au Sénat, en 1897, résume bien la situation (2). Un sénateur, M. de Sal, demanda au Ministre des Finances si la jurisprudence du Trésor était modifiée par les décisions de la Cour de Cassation. Le Ministre lui répondit :

« Le Trésor a toujours considéré que ces dispositions ont créé,
« en faveur des titulaires de rentes, un privilège spécial,
« qu'elles mettent ces valeurs hors de toute atteinte des créan-
« ciers et qu'il ne peut y avoir en aucun cas d'exécution forcée
« d'un propriétaire de rentes. »

« La jurisprudence administrative n'a pas varié sur ces
« points, et le Conseil d'Etat l'a consacrée par plusieurs
« arrêts (3). Le Conseil d'Etat a toujours reconnu que l'Admi-
« nistration des finances devait refuser de procéder, au profit
« de simples créanciers, à aucun transfert de rentes, sans le
« concours du titulaire ou de son mandataire, alors même que
« ces créanciers avaient obtenu un jugement conforme à leurs
« prétentions. Les considérants de l'arrêt du 2 août précisent
« nettement cette doctrine :

« Considérant qu'aux termes de l'article 4 de la loi du
« 8 nivôse an VI, il ne peut être reçu aucune opposition sur
« la dette publique inscrite, que d'après l'article 3 de la loi du
« 28 floréal an VII, les transferts ne peuvent être opérés que
« sur la déclaration du propriétaire du titre de rentes; que la
« minute du transfert doit être signée par lui, ou par son fondé
« de pouvoir spécial; qu'il résulte de ces dispositions que les
« rentes sur l'Etat, inscrites au Grand-Livre, sont insaisis-
« sables... Que B... ne se présentait que comme un créancier
« de D... et produisait des décisions judiciaires déclarant que
« les titres de rente lui avaient été remis en nantissement par

(1) Lyon, 21 mars 1900 : *Gaz. du Pal.*, 1900-2-253. — Seine, 9 novembre 1910 : *Gaz. du Pal.*, 1910-2-564, avec conclusions du ministère public. — Trib. de Bar-sur-Aube, 3 janvier 1920 : *Gaz. des Trib.*, 12 juillet 1920.

(2) Sir., 1898-1-161 (en sous-note).

(3) Le 3 janvier 1813 : Sir., IV, p. 226. — 19 décembre 1839 : *D. P.*, 1848-3-689. — 2 août 1878 : Sir., 1879-2-25.

« les époux D..., et l'autorisant à en poursuivre la vente; que
« le Ministre des Finances en rejetant, nonobstant ces déci-
« sions, la demande de transfert formée dans ces conditions
« a fait une juste application des dispositions des lois du
« 8 nivôse an VI et du 28 floréal an VII... » L'Administration
refuse en effet systématiquement de procéder à aucun trans-
fert de rentes sans le concours du titulaire, quelles que fussent
les décisions judiciaires apportées par le créancier (1).

Cette pratique rend en fait absolument impossible la saisie
des titres nominatifs de rente sur l'Etat. Le créancier ne pourra
faire vendre que des titres au porteur. Les effets pratiques de
la jurisprudence de la Cour de Cassation sont donc considéra-
blement diminués (2).

Et maintenant, que faut-il penser de cette jurisprudence et
des controverses qui l'ont précédée ? La théorie de l'insaisis-
sabilité absolue des rentes sur l'Etat est encore admise par
la majorité des auteurs (3).

Pour ces auteurs l'insaisissabilité a été établie dans l'intérêt
des bailleurs de fonds de l'Etat pour les encourager à acheter
de la rente et pour indemniser ceux qui avaient été dépouillés
des deux tiers de leur capital. Pour la thèse contraire, la loi
de l'an VI eut seulement pour but d'assurer la libre circulation
des rentes sur l'Etat. La loi des 24 août-13 septembre 1793 avait
autorisé les oppositions entre les mains du Trésor; elles
affluèrent et la transmission des rentes fut entravée; on aurait
donc voulu simplement réagir contre cette loi (4).

(1) Décret en Conseil d'Etat du 3 janvier 1813. — Laferrière, *Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, 2^e éd., t. I^{er}, p. 509. — Déclarations du ministre des Finances : *Journ. off. Déb. parl. Ch. des dép.* Séance du 9 novembre 1895, p. 2284.

(2) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil français*, 5^e éd., t. II, n^o 185.

(3) Garsonnet, *Traité de procédure*, 2^e éd., n^o 1288. — Glasson, *Précis théorique et pratique de procédure civile*, 2^e éd., n^o 1181. — E. Thaller, *Des faillites en droit comparé*, n^o 30. — Boucard et Jéze, *Eléments de la science des finances et de la législation financière française*, 2^e éd., t. I^{er}, p. 322 et s. — J. Collin, *Etude sur la jurisprudence dotale en France au XIX^e siècle*, p. 237. — Deloison, *Traité des valeurs mobilières et des opérations de Bourse*, n^o 126 et p. 803, n^o 302. — Thaller, *Annales de droit commercial*, 1888-2-100.

(4) Baudry-Lacantinerie, *Du nantissement, des privilèges et hypothèques*, t. I^{er}, n^o 269.

Les deux théories tirent arguments de passages du rapport de Vernier, au Conseil des Anciens. Nous croyons utile de reproduire la partie la plus importante de ce rapport, certains auteurs n'en reproduisant que les fragments en faveur de la thèse qu'ils soutiennent. Le voici :

« Les rentes sont meubles par leur nature; elles n'étaient
« réputées immeubles que par fiction, et dans quelques cou-
« tumes seulement. Malgré cette fiction, elles différaient
« encore essentiellement dans certains lieux des véritables
« immeubles, en ce que ceux-ci, en vertu de l'action hypo-
« thécaire, pouvaient être suivis dans les mains des tiers pos-
« sesseurs, tandis que le transfert fait avant l'opposition
« dépouillait le créancier de toute espèce de droit sur ces
« mêmes rentes. Il convenait donc, non seulement de les rendre
« à leur première nature, mais encore de priver les créan-
« ciers pour l'avenir de toute espèce de droit, saisie ou opposi-
« tion, soit sur le capital, soit sur les arrérages. Les créanciers
« prévenus et instruits, qu'ils n'auront point à compter sur
« cette ressource pour le paiement et la sûreté de leurs créances,
« régleront à l'avenir leurs transactions en conséquence et se
« ménageront d'autres sûretés moins sujettes à tromper leur
« attente.

« En supprimant ces oppositions, on donne en quelque sorte
« à ces capitaux, à ces sortes de créances, la valeur et l'effet
« du numéraire en circulation dont il est si important d'aug-
« menter la masse.

« On satisfait aux vœux du commerce. Les députés en cette
« partie ont donné sur cet objet un mémoire au Ministre des
« Finances, où ils mettent en évidence les inconvénients qui
« résultaient pour le crédit public des oppositions admises et
« des entraves perpétuelles qu'éprouvait la circulation des capi-
« taux. En dernier résultat, l'intérêt des créanciers (des ren-
« tiers) s'y rencontre. Ils trouvaient difficilement à négocier
« leurs créances; ils étaient forcés de les vendre à perte et à
« vil prix, tandis que libres et sans aucun danger d'opposi-
« tion, elles seront portées à un plus haut prix et d'un com-
« merce plus facile (1). »

Il semble que ce rapport est en faveur de la thèse de l'insaisissabilité absolue, puisqu'il est question de « priver les créan-

(1) Rozier, op. cit., p. 6.

ciers de toute espèce de droit ». Mais on objecte que le numéraire dont parle Vernier n'est pas insaisissable (1). De plus, on dit que la loi de l'an VI, dérogeant au droit commun, doit être interprétée restrictivement. Or, il n'est pas question d'insaisissabilité : seule l'opposition est interdite. Et M. Appleton ajoute que, dans la langue de l'époque « opposition », signifie seulement « opposition entre les mains du Trésor ».

Nous croyons cependant que la loi de l'an VI a eu pour but de rendre les rentes sur l'Etat absolument insaisissables. Outre les arguments en ce sens que nous avons déjà donnés plus haut, on peut tout d'abord répondre à M. Appleton que Vernier ne parle pas seulement d'« opposition », mais qu'il a dit : « ... Toute espèce de droit, saisie ou opposition... ».

Pour atteindre le but qu'il recherchait, le législateur avait deux moyens. Ou bien, il pouvait le dire formellement, ce qui eut été beaucoup plus simple; ou bien, il pouvait arriver indirectement au même résultat, en prohibant tous les modes de saisie applicables aux rentes. C'est ce dernier procédé qu'il a choisi. En effet, à cette époque, les titres de rente étaient uniquement nominatifs. Or, comme nous le verrons plus loin, le seul mode pratique de saisie d'une créance constatée par un titre nominatif, est la saisie-arrêt entre les mains du débiteur de cette créance. C'est précisément cette saisie-arrêt que la loi de l'an VI a prohibée.

Mais lorsque plus tard l'ordonnance du 24 avril 1831 a créé les titres de rente au porteur et le décret du 18 juin 1864 les titres mixtes, les choses ont changé. Comme nous le verrons également plus loin, les titres au porteur et les titres mixtes peuvent être saisis-exécutés. Aucune disposition légale n'ayant interdit la saisie-exécution, nous pensons qu'elle est applicable lorsqu'il s'agit de ces titres. Il y aurait donc lieu de faire une distinction entre les titres nominatifs toujours insaisissables et les titres au porteur qui seraient au contraire saisissables. Nous savons que cette opinion est discutée par la jurisprudence (2), mais outre les raisons que nous avons données, elle

(1) Baudry-Lacantinerie, op. cit., t. 1^{er}, n° 269. — Appleton, en note dans *D. P.*, 1897-2-17.

(2) En notre sens : Seine, 30 janvier 1896 : *D. P.*, 1897-2-19. — En sens contraire : Bordeaux, 1^{er} mars 1880 : *Sir.*, 1881-2-6.

présente l'avantage d'être en complet accord avec ce qui se passe en pratique en raison de la divergence qu'il y a entre la jurisprudence civile et la jurisprudence administrative.

Nous admettons donc avec la nouvelle pratique la possibilité de saisir un titre de rente au porteur, mais nous nous y refusons d'autant plus énergiquement pour les titres nominatifs, que la question n'a soulevé aucune objection pendant plus de cinquante ans, alors que ceux qui avaient pris part au vote de la loi de l'an VI auraient pu protester si l'insaisissabilité absolue avait été contraire à leurs intentions. Il est certain que l'œuvre du législateur de l'an VI est maintenant surannée, réprouvée par les mœurs et sans intérêt pour le crédit de l'Etat. Les circonstances desquelles elle est née ont disparu, mais c'est un fait qu'elle existe toujours, et on ne peut violer une loi tant qu'elle n'a pas été abrogée.

Il est vrai que certains n'attachent qu'une importance toute relative aux travaux préparatoires et disent qu'on ne doit y recourir que pour restreindre la portée d'un texte législatif (1). Mais nous ferons remarquer qu'il ne s'agit pas ici de paroles prononcées en séance publique par un parlementaire quelconque, mais du rapport au Conseil des Anciens.

Pour terminer sur cette question, nous dirons qu'il est bien évident que cette controverse relative à la saisie ne s'applique qu'aux rentes sur l'Etat français. En France, les titres de rente étrangère sont certainement saisissables, car... « la loi de leur « pays ne peut porter atteinte aux principes posés par les articles 2092 et 2093 du Code civil... et les principes généraux « de notre droit ne peuvent être modifiés par des lois étrangères (2)... »

2° Obligations du Crédit Foncier.

Pour les obligations du Crédit Foncier, l'article 18 du décret du 28 février 1852 déclare « qu'il ne sera admis aucune opposition au paiement du capital et des intérêts de ces titres ». Il n'y a d'exception que pour les oppositions faites par le pro-

(1) Gény, *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, n° 104.

(2) Seine, 1^{er} août 1895 et Paris, 7 août 1896 : D. P., 1897-2-115.

préteur en cas de perte, et maintenant aussi en cas de vol depuis les lois des 15 juin 1872 et 2 février 1902.

Sur cette question, le décret du 28 février 1852 use des mêmes termes que les lois de l'an VII et de l'an VI, mais son application a soulevé beaucoup moins de controverses. Il est, en effet, admis par la pratique et la majorité des auteurs, que seule est interdite l'opposition entre les mains du Crédit Foncier (1). Cette interdiction de faire opposition a été établie dans l'intérêt du Crédit Foncier, pour lui éviter des frais et pour faciliter la circulation des lettres de gage. Elle est inspirée de l'article 149 du Code de commerce qui interdit également l'opposition entre les mains du débiteur d'une lettre de change, sauf en cas de perte ou de faillite du porteur. Le décret de 1852 n'a d'ailleurs pas maintenu l'opposition pour le cas de faillite.

Mais le créancier pourra saisir les obligations du Crédit Foncier chaque fois qu'une opposition entre les mains de celui-ci ne sera pas nécessaire, par exemple quand il sera possible de s'emparer des titres par la voie de la saisie mobilière (2), ou par la voie d'une saisie-arrêt sur un tiers détenteur. Nous pensons même que le Crédit Foncier lui-même pourrait jouer le rôle de tiers détenteur, car l'opposition l'obligerait simplement à garder les titres sans compliquer sa comptabilité. La jurisprudence semble en ce sens (3).

Des auteurs importants se basant sur la similitude des termes du décret de 1852 et des lois de l'an VI et de l'an VII, soutiennent au contraire le principe de l'insaisissabilité absolue des lettres de gage du Crédit Foncier, mais leur opinion est isolée (4). Nous pensons que les motifs qui ont inspiré le décret de 1852 et les lois de l'an VI et de l'an VII ne sont pas les mêmes, et que, par suite, en ce qui concerne le Crédit Foncier, il y a lieu de s'en tenir à l'interprétation stricte des termes du décret.

(1) Deloison, *op. cit.*, n° 362. — De Folleville, *op. cit.*, n° 362. — Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, n° 270.

(2) Josseau, *Traité du Crédit Foncier*, 2^e éd., n°s 519 et 520. — Garsonnet, *op. cit.*, n° 1289.

(3) Tribunal de Pontoise, 26 janvier 1909 : *Recueil périodique de procédure civile*, 1909, p. 227.

(4) Glasson, *op. cit.*, n° 1182. — Perceron, *op. cit.*, n° 558.

3° Valeurs dotales.

Certaines valeurs mobilières bénéficient d'une insaisissabilité relative. Ce sont celles constituées en dot à une femme mariée sous le régime dotal. Ces valeurs seront insaisissables dans la mesure où elles sont inaliénables (1). Nous n'avons pas l'intention de traiter ici la question si connue de l'inaliénabilité et de l'insaisissabilité de la dot mobilière. Il nous suffira de rappeler qu'une jurisprudence constante de la Cour de Cassation a posé le principe de l'inaliénabilité à l'égard de la femme. Par suite, les valeurs dotales sont saisissables, d'abord par les créanciers du mari avant la séparation de biens, puis par les créanciers de la femme dont le droit est né avant le mariage ou après sa dissolution, et enfin exceptionnellement par des créanciers dont le droit est né pendant le mariage dans certains cas déterminés. Au contraire, les valeurs dotales sont insaisissables à l'égard des créanciers de la femme dont le droit est né pendant le mariage, sauf : 1° si la femme s'est engagée dans un des cas où elle y est autorisée par les articles 1555, 1556 et 1558 du Code civil ; 2° s'il s'agit de créances nées à l'occasion d'un délit ou d'un quasi-délit de la femme ; 3° s'il s'agit de créanciers d'une succession échue à une femme qui s'est constituée en dot tous ses biens futurs ; 4° s'il s'agit des frais d'un procès engagé pour la conservation de la dot ; 5° s'il s'agit enfin de certaines obligations qui ont leur source dans la loi (pensions alimentaires, impôts) (2). Pour l'étude approfondie de toutes ces questions, nous renvoyons aux ouvrages de droit civil qui les traitent en détails.

4° Clauses d'insaisissabilité.

Il est encore d'autres valeurs qui sont saisissables par leur nature, mais qui ont été rendues insaisissables par la volonté de l'homme. Ce sont les valeurs qui ont été données ou léguées avec clause d'insaisissabilité ou d'inaliénabilité. Nous n'étudierons pas ces clauses qui ne présentent aucune particularité lorsqu'elles s'appliquent à des valeurs mobilières. Il nous suffira de rappeler très brièvement leurs effets et de renvoyer aux ouvrages généraux pour de plus amples détails.

(1) Glasson, op. cit., n° 1169.

(2) Colin et Capitant, op. cit., t. III, p. 330.

Si les valeurs ont été données ou léguées avec clause d'insaisissabilité, elles ne sont insaisissables qu'à l'égard des créanciers antérieurs à l'acte de donation ou à l'ouverture de la succession (58% C. proc. civ.). Cependant, si la clause avait été introduite dans une donation, non seulement dans l'intérêt du donataire, mais encore dans celui du donateur, elle serait opposable à tous les créanciers (1).

Quant à la clause d'inaliénabilité, elle entraîne l'insaisissabilité par voie de conséquence à l'égard de tous les créanciers dans les cas très rares où cette clause d'inaliénabilité est valable dans les donations ou les legs (2), c'est-à-dire lorsqu'elle n'est faite que pour une durée limitée ou seulement à l'égard de certaines personnes.

Enfin, pour terminer, rappelons que de telles clauses ne peuvent frapper que des valeurs dont le disposant a la libre disposition, c'est-à-dire qui sont comprises dans la quotité disponible.

5° Valeurs indivises.

On a parfois discuté la question de savoir si des valeurs mobilières indivises pouvaient être saisies par un créancier d'un des co-propriétaires. Il est maintenant admis par tout le monde que l'article 2205 du Code civil ne s'applique qu'aux immeubles et que, par exemple, le créancier d'un cohéritier peut saisir les biens mobiliers indivis d'une succession (3). Il devra simplement attendre que le partage soit fait pour pouvoir vendre ce qui revient à son débiteur (4). On pourra même aller plus loin pour les créances : d'après l'article 1220 du Code civil, celles-ci se partagent de plein droit entre les cohéritiers dans la proportion de la part de chacun d'eux ; une saisie-arrêt est donc possible et peut être validée au profit d'un

(1) Cass. Req., 27 juillet 1863, D. P., 1864-1-494.

(2) Glasson, op. cit., n° 1171.

(3) Cass. Civ., 29 mars 1887 : D. P., 1887-1-455. — Bordeaux, 29 mars 1870 : D. P., 1881-1-418 en note.

(4) Carré et Chauveau, *Lois de la procédure civile* : questions 1993 et 1994. — Bioche, *Dictionnaire de procédure*, V° saisie-exécution, n° 62. — Dutruc, *Formulaire annoté à l'usage des huissiers*, p. 512, n° 8. — Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de procédure civile*, V° saisie-exécution, n° 6.

créancier d'un des cohéritiers (1). Par conséquent, une valeur mobilière indivise sera toujours saisissable. mais, de plus, lorsqu'elle représentera une créance et qu'une saisie-arrêt sera possible entre les mains du débiteur, cette saisie-arrêt devra être validée au profit du créancier de l'un des copropriétaires jusqu'à concurrence de la part de celui-ci.

Conclusion

Pour terminer cette rapide étude des valeurs mobilières insaisissables, qu'il nous soit permis de regretter l'état de notre législation à cet égard. Il est inadmissible que des débiteurs de mauvaise foi aient la possibilité de vivre dans le luxe en face de leurs créanciers impuissants et parfois dans le besoin. Il serait à souhaiter que fût supprimée en particulier l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat qui, si elle eut de l'intérêt au moment où elle a été créée, est maintenant de peu d'importance pour beaucoup et n'est invoquée que par des débiteurs de mauvaise foi.

Nous signalerons, en outre, que cette réforme, pour être efficace, ne devrait pas être la seule et aurait besoin d'être complétée par une retouche de la législation des assurances sur la vie, de manière à sauvegarder davantage les droits des créanciers des assurés. Cette question est hors du sujet qui nous occupe et nous nous contenterons de donner en exemple un fait que nous avons connu dernièrement. Un individu ayant de nombreuses dettes trouvait le moyen, ces dernières années, de vivre largement en contractant des emprunts garantis par des assurances sur la vie. Lorsqu'il est mort, il a laissé un passif très important : seuls furent désintéressés quelques créanciers au profit desquels avaient été contractées des assurances : il n'y a rien à dire à leur sujet, mais ce qui est inadmissible, c'est que par le même moyen le défunt a laissé une somme de un million à chacun de ses quatre enfants. Ceux-ci, bien entendu, ont touché cette somme, mais se sont empressés de renoncer à la succession de leur père, ne laissant aucun dividende à ses créanciers. L'action paulienne est impossible si l'on ne peut

(1) Cass. civile, 23 mars 1881 : *D. P.*, 1881-1-417.

prouver l'accord de l'assuré et de l'assureur pour frauder les créanciers. Or il est bien rare que l'assureur s'inquiète de la situation de l'assuré. D'autre part, celui qui contracte l'assurance ne s'appauvrit pas, en général. Si l'assurance constitue une libéralité au profit d'un tiers, pour l'action paulienne il faut appauvrissement du débiteur. Il n'y en a pas si les primes payées étaient en rapport avec les revenus. Si les primes dépassaient de beaucoup les revenus, l'action paulienne est possible en cas de libéralité, mais les créanciers ne peuvent prétendre qu'au remboursement des primes (1).

De tels faits suffisent pour montrer que pour toutes ces questions une réforme législative s'impose.

(1) Lefort, *Nouveau traité de l'assurance sur la vie*, t. II, p. 380 à 400.

CHAPITRE II

Recherche des Valeurs du débiteur et de la Procédure à suivre

Pour pouvoir saisir les valeurs mobilières de son débiteur, le créancier doit les connaître. Cela lui sera très difficile, car on peut les dissimuler fort aisément. Nous allons cependant essayer de voir très rapidement comment il pourra y arriver.

Tout d'abord il pourra se faire que les valeurs mobilières soient découvertes fortuitement au cours d'une saisie-exécution. Cela sera très rare, car le débiteur prévenu par le commandement préalable aura le plus souvent mis à l'abri tout ce qu'il lui aura été facile de dissimuler. Mais parfois la chose pourra se produire, soit que le débiteur de bonne foi n'ait pris aucune de ces précautions, soit qu'absent de chez lui, il n'ait pas été averti du commandement. Il est certain que, dans ce cas, l'huissier procédant à la saisie pourra au moins prendre note des valeurs mobilières possédées par son débiteur. Mais pourra-t-il les saisir ? C'est ce que nous verrons plus loin.

En cas de décès de son débiteur, le créancier qui aura eu le droit de faire apposer les scellés (820 et 821, C. civ.), pourra assister à l'inventaire et aux opérations de partage (882 C. civ.). Il pourra ainsi lui arriver de connaître des valeurs ayant appartenu au défunt. Bien plus, si celui-ci n'est pas son débiteur, mais quelqu'un dont son débiteur est cohéritier, il peut (bien que la question soit controversée), agir au nom de son débiteur en vertu de l'article 1166 du Code civil et faire apposer les scellés sur les effets de la succession (1). Cela lui permettra

(1) Cour d'Agen, 23 octobre 1893 : Sir., 1894-2-293. — Boitard, *Leçons de procédure civile*, n° 1128.

d'assister à l'inventaire et de connaître ainsi des valeurs qui vont devenir la propriété de son débiteur au moins pour partie.

Puisque nous venons de parler de l'inventaire, nous allons dire quelques mots de la controverse soulevée par le paragraphe 6 de l'article 943 du Code de procédure civile ainsi conçu : « § 6. Les papiers seront cotés par première et dernière; ils seront paraphés de la main d'un des notaires... » Cette disposition s'applique-t-elle aux titres au porteur? Un certain nombre d'auteurs et la jurisprudence répondent que non, car cela entraverait leur circulation (1).

Au contraire, d'autres auteurs exigent encore la cote et le paraphe, en se basant sur ce que : 1° l'article 943 § 6 du Code de procédure civile est conçu en termes généraux ; 2° les titres au porteur étant connus en 1806, on aurait pu les exclure formellement ; 3° le porteur a la faculté de se faire délivrer ensuite un nouveau titre si la mention gêne la circulation de celui qu'il possède (2). Il nous semble que cette controverse est sans fondement et que les titres au porteur ne sont pas régis par le § 6, mais par le § 7 de l'article 943, ainsi conçu : «...l'inventaire contiendra... § 7 la déclaration des titres actifs et passifs... » « ...Eh bien. Le notaire mentionnera sous la rubrique des titres actifs, les valeurs au porteur qu'il aura trouvées dans la succession; il indiquera leurs numéros, leur valeur nominale, les noms des établissements auteurs de l'émission originaire. Il pourra même par voie de référé et en vertu de l'article 943 n° 9, s'adresser au président du Tribunal civil compétent et demander la remise de ces effets et papiers en lieu sûr, par exemple à la Banque de France. Ces mesures suffiront à sauvegarder tous les intérêts... » (3).

Si le créancier sait que son débiteur s'intéresse à certaines affaires commerciales, industrielles ou financières, il pourra consulter les feuilles de présence des assemblées générales d'actionnaires pour voir s'il y figure et le nombre d'actions qu'il

(1) De Belleyme, *Ordonnance sur requêtes et sur référés*, t. II, p. 289. — Bertin, *Ordonnances de référé*, n° 676. — Buchère, *op. cit.*, n° 399, 771 et 772. — Paris, 19 mai et 5 août 1857 : *Sir.*, 1857-2-623. — Douai, 17 janvier 1870 : *Sir.*, 1870-2-40. — Cass. civ. 15 avril 1861 et Paris 12 juillet 1861 : *Sir.*, 1861-1-709.

(2) A. Wahl, *op. cit.*, n° 872 à 874. — Minard, *Du titre nominatif*, n° 131. — *Dictionnaire du notariat*, V° inventaire, n° 377.

(3) De Folleville, *op. cit.*, n° 612.

possède (Article 28 de la loi du 24 juillet 1867). On ne pourra connaître ainsi que les actions nominatives et s'il veut même rester ignoré, le débiteur n'a qu'à ne pas assister aux assemblées d'actionnaires. Cependant si le créancier est lui-même actionnaire, il pourra, quinze jours avant l'assemblée générale, prendre communication de la liste des actionnaires au siège social. (Art. 35 de la même loi.)

S'il s'agit d'une société anonyme qui vient d'être constituée, dans le mois, doit être déposé aux greffes de la justice de paix et du Tribunal de commerce, un double ou une expédition de l'acte constitutif avec « la liste nominative, dûment certifiée, « des souscripteurs, contenant les nom, prénoms, qualités, de- « meure et le nombre d'actions de chacun d'eux. » (Art. 55 de la même loi.) Tout créancier pourra voir si son débiteur figure parmi les souscripteurs, car « lorsqu'il s'agit d'une société « en commandite par actions ou d'une société anonyme, toute « personne a le droit de prendre communication des pièces « déposées aux greffes de la Justice de paix et du Tribunal de « commerce, ou même de s'en faire délivrer à ses frais expédi- « tion ou extrait par le greffe ou par le notaire détenteur de la « minute. » (Art. 63 de la même loi.)

La consultation du « Bulletin officiel des Oppositions sur les titres au porteur perdus ou volés », ne peut fournir aucun renseignement utile au créancier, s'il ne connaît pas déjà les valeurs que possède son débiteur. S'il les connaît, au contraire, cette consultation pourra être très utile. En effet, comme nous le verrons plus loin, une saisie-arrêt à l'établissement débiteur est impossible. Seule la saisie du titre lui-même pourra être efficace. Or, si le créancier voit que des titres au porteur de son débiteur ont été perdus ou volés, il pourra parfois arriver à en connaître le tiers détenteur en surveillant la procédure de mainlevée de l'opposition. Il n'aura plus alors qu'à faire une saisie-arrêt entre ses mains, comme nous le verrons plus loin.

Telles sont les principales circonstances qui vont permettre au créancier de connaître les valeurs mobilières que possède son débiteur. S'il n'y arrive pas, il pourra encore tenter de signifier des saisies-arrêts un peu au hasard, entre les mains des sociétés dont son débiteur est susceptible de posséder des valeurs mais ce moyen est dispendieux et incertain.

Ensuite il va lui falloir rechercher la procédure propre pour

les saisir, puis le moyen de réaliser son gage. Au début du xix^e siècle, les auteurs trouvant une certaine analogie entre la situation d'un crédit-rentier et celle d'un porteur de valeurs mobilières, décidèrent d'appliquer à celles-ci la procédure de saisie des rentes sur particuliers (1). Cette doctrine fut approuvée par un arrêt de la Cour de Paris du 13 août 1834, confirmant un jugement du Tribunal civil de la Seine du 12 juin 1834 (2). Cependant en 1842 on voulut confirmer cette pratique par une loi, et lors de la discussion de la loi du 24 mai, modifiant les formalités à suivre pour la saisie des rentes sur particuliers, « M. Persil proposa à la Chambre des Pairs un amendement « qui avait pour but de déclarer que la loi nouvelle serait appli- « cable à la saisie et à la vente des actions dans les compagnies « financières, industrielles et commerciales. »

« Cet amendement fut combattu, dans la séance du 30 mars « 1842, par le rapporteur, M. Romiguière, en raison des dif- « férences notables qui existaient entre ces valeurs et les rentes « des particuliers. Le garde des Sceaux, M. Martin du Nord, « intervint dans la discussion. Il reconnut qu'il existait dans la « loi une lacune regrettable, mais il déclara que, dans sa pensée, « l'amendement de M. Persil ne pouvait être admis... (3). »

Il résulte de ces débats que la procédure de la saisie des rentes sur particuliers n'est pas applicable aux valeurs mobilières (4). Le créancier devra donc se contenter des procédures ordinaires de la saisie-arrêt et de la saisie-exécution. La première est certainement applicable aux valeurs mobilières (5) ; quant à la seconde, elle a soulevé plus de controverses, mais comme nous le verrons, elle est certainement applicable dans certains cas. Quand le créancier devra-t-il utiliser l'une de ces procédures plutôt que l'autre ? C'est ce que nous verrons dans les chapitres suivants.

(1) Pigeau, *Commentaire sur le Code de procédure civile*, t. II, p. 221.
— Rauter, *op. cit.*, n° 294.

(2) Sir., 1834-2-674.

(3) Buchère, *op. cit.*, n° 429.

(4) Carré, *Lois de la procédure civile et administrative*, Q. 2126 bis. —
Rousseau et Laisney, *op. cit.*, V^e saisie de rente constituée n^{os} 8 bis et 9.

(5) Buchère, *op. cit.*, n^{os} 431 et 432. — Roger, *Traité de la saisie-arrêt*,
n^{os} 26, 167 et 167 bis. — Rodière, *Traité de compétence et de procédure
en matière civile*, 5^e éd., t. II, p. 220.

Enfin, il est des valeurs dont la saisie présente moins de difficultés. Ce sont les actions immobilisées de la Banque de France. Comme le cas de la saisie de telles actions se présentera rarement, nous allons voir de suite la procédure à suivre, pour ne plus y revenir.

Ces actions étant des immeubles, on leur appliquera la procédure de la saisie immobilière (1). Cependant cette procédure devra être adaptée à la nature spéciale de l'objet saisi, et combinée avec la saisie-arrêt. On pourra, par exemple, faire le commandement à fin de saisie-immobilière, puis procéder à la saisie par exploit de saisie-arrêt, et avant le jugement de validité, dénoncer la procédure aux créanciers qui pourraient avoir des droits d'hypothèque ou de privilège sur les actions. La procédure devrait être dénoncée également au Procureur de la République, pour qu'il ait à requérir les inscriptions d'hypothèques légales qui pourraient grever les actions (2). Le jugement prononçant la validité de la saisie décidera du mode de vente des actions et pour sauvegarder les intérêts de tous, le transfert en sera transcrit au bureau des hypothèques. Le prix en sera distribué par voie d'ordre ou de contribution, comme celui provenant d'immeubles.

(1) Garsonnet, *op. cit.*, n° 1492.

(2) Buchère, *op. cit.*, n° 243 et 244.

CHAPITRE III

La saisie-arrêt

Sauf controverses que nous verrons plus loin, les valeurs mobilières dont nous nous occupons ici sont la constatation de droits de créance. Or, quand il s'agit de saisir de tels droits, le mode normal est celui de la saisie-arrêt. Il y a lieu de remarquer que celle-ci ne produira pas toujours les mêmes effets : il faut, en effet, distinguer la saisie du droit et la saisie du titre.

Si la saisie est faite entre les mains de la société, qui a émis les obligations, par exemple, c'est le droit même du porteur du titre qui est atteint. L'opposition a produit son effet le plus grand : le jugement de validité permettra au créancier de faire vendre le titre en Bourse pour être payé sur le prix.

Parfois, au contraire, le créancier ne connaîtra pas les valeurs que possède son débiteur et ne pourra donc pas faire une saisie-arrêt à l'établissement émetteur. Mais s'il sait qu'elles sont chez un tiers, qu'elles sont en dépôt dans une banque par exemple, il pourra faire une opposition entre les mains du tiers détenteur. Cette opposition ne produira plus les mêmes effets que tout à l'heure : ce qui sera saisi, ce n'est plus le droit de créance du débiteur, mais seulement les titres eux-mêmes qui seront immobilisés entre les mains du tiers. Et alors comme nous le verrons plus loin, il faut distinguer : si le titre a une valeur par lui-même, s'il s'agit d'un titre au porteur, il pourra être vendu et le créancier sera payé sur son prix. Si, au contraire, ce sont des titres nominatifs, le créancier n'aura que des papiers constatant une créance, mais sans valeur par eux-mêmes ; il prendra connaissance des renseignements qu'ils contiennent, et devra faire ensuite une seconde saisie-arrêt, mais cette fois entre les mains des établissements débiteurs.

C'est pourquoi dans l'étude de la saisie-arrêt appliquée aux valeurs mobilières, nous allons distinguer deux questions : 1^o Saisie du droit ou saisie-arrêt entre les mains de l'établissement débiteur ; 2^o saisie du titre ou saisie-arrêt entre les mains d'un tiers détenteur. La première partie est de beaucoup la plus importante et elle nécessitera des développements beaucoup plus longs que la seconde.

1^o Saisie-arrêt à l'établissement débiteur.

Tout d'abord, pour ne plus y revenir, disons quelques mots de la procédure de la saisie-arrêt. Non pas que nous ayons l'intention de traiter cette question très importante, mais il nous paraît nécessaire de faire ici quelques remarques au sujet du tiers saisi et de la contre-dénouciation.

Si la société n'a pas la personnalité morale, la saisie-arrêt devra être pratiquée entre les mains des associés personnellement sur ce qu'ils peuvent devoir à leur coassocié. Si, au contraire, la société est une personne morale, le créancier pourra saisir entre les mains du représentant de celle-ci ce qu'il peut devoir à ce titre au débiteur (1). S'il s'agit d'une société en participation comme elle n'a pas la personnalité morale c'est à tous les coassociés qu'il faudra signifier la saisie-arrêt (2). S'il s'agit d'une société civile, la question est plus discutée en doctrine. Si des auteurs importants se prononcent contre la personnalité morale (3), d'autres sont d'un avis contraire avec la jurisprudence (4). D'ailleurs certains auteurs disent que si la société n'a pas la personnalité morale, on pourra se contenter tout de même d'assigner son gérant en déclaration affirmative sans que la règle que « Nul ne plaide par procureur » puisse s'y opposer. Cette règle ne serait pas d'ordre public et en nommant un gérant chargé de les représenter

(1) Dodo, *De la saisie-arrêt*, n^o 85.

(2) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. II, n^o 1057.

(3) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. II, n^o 127. — Guillouard, *Traité du contrat de société*, n^o 25.

(4) Thaller, *Tr. élém. de dr. comm.*, n^o 298. — Cass. Req., 23 février 1891 : Sir., 1892-1-73. — Cass. Req., 2 mars 1892 : Sir., 1892-1-497. — Cass. civ., 22 novembre 1911 : Sir., 1912-1-5.

dans les affaires de la société, les associés y renonceraient tacitement (1).

Au sujet du tiers saisi, une autre difficulté peut encore se rencontrer. Ce pourra être une société étrangère ayant une succursale en France. Elle pourra être assignée en déclaration affirmative devant le tribunal français du lieu de cette succursale, et la déclaration affirmative devra comprendre tout ce que doit la société à un titre quelconque, et non seulement ce qui est dû par la succursale de France (2).

Pour les mentions que doit contenir l'exploit de saisie-arrêt, des auteurs ont soutenu qu'il faudrait indiquer les numéros des titres, même pour les valeurs nominatives (3). Cela ne nous paraît pas nécessaire, mais il est certain que cette indication des numéros, si le créancier les connaît, facilitera beaucoup la tâche du tiers saisi, surtout s'il s'agit de titres au porteur (4).

Enfin, rappelons que l'exploit de saisie-arrêt devra toujours être fondé sur un titre ou sur la permission du juge, sinon il devra être considéré comme inexistant (5).

Pour la contre-dénunciation, nous tenons à corriger une petite erreur qui s'est glissée dans la thèse de M. Aubry, sur : « La saisie des valeurs mobilières » (p. 69, note 1). M. Aubry signale que dans une conférence, tenue en juillet 1894, les chefs de contentieux des compagnies de chemin de fer ont décidé de tenir compte de toute saisie-arrêt régulière en la forme, qu'elle fût suivie ou non de la contre-dénunciation. M. Aubry s'élève à juste titre, croyons-nous, contre cette pratique qui tend à se répandre, et dit qu'en l'absence de contre-dénunciation le saisi pourrait demander et obtenir le paiement par le tiers saisi. C'est alors que M. Aubry semble avoir commis une petite erreur en disant que M. Masselin est d'un avis contraire. Or, dans sa thèse sur « les effets de la saisie-arrêt » (p. 87), M. Masselin nous dit que si la contre-dénunciation est tardive, tout paiement fait entre la saisie-arrêt et

(1) Lacour, *Précis de droit commercial*, 2^e édi., nos 232 et 233.

(2) Paris, 16 juin 1902 : *Gaz. des Trib.*, 28 juillet 1902.

(3) Deloison, *op. cit.*, n° 302.

(4) A. Wahl, *op. cit.*, n° 1166.

(5) Seine, 1^{er} février 1887 : *Pandectes françaises*, 1887-2-407.

cette contre-dénunciation est valable. Par conséquent, M. Masselin adopte bien la théorie généralement admise.

Nous allons voir maintenant les différents cas qui peuvent se présenter dans une saisie-arrêt à l'établissement débiteur. Nous traiterons d'abord de la question des titres au porteur, puis nous dirons quelques mots des titres à ordre et enfin, à propos des titres nominatifs, nous étudierons les différentes questions soulevées par la nature du droit du porteur du titre, en particulier lorsqu'il s'agit d'une action. Nous terminerons par quelques mots sur les effets de cette saisie-arrêt entre les mains de l'établissement débiteur.

A) Titres au porteur.

Il ne s'agit ici que des titres au porteur constatant un droit de créance, car nous n'avons pas l'intention de parler de ceux constatant un droit de propriété, tels que les connaissements, les lettres de voiture, les bulletins de bagage délivrés par les compagnies de chemin de fer et les reconnaissances des monts-de-piété (1). Quant aux actions au porteur, la nature du droit de l'actionnaire a soulevé une controverse que nous étudierons plus loin. Cependant, dès à présent, nous pouvons dire que la saisie-arrêt n'est pas impossible pour les actions.

Cette remarque faite, voyons maintenant comment la question se pose devant nous. Je suis créancier de Primus et je sais que mon débiteur possède des obligations au porteur émises par la Société « Secunda ». Puis-je faire une saisie-arrêt entre les mains de « Secunda » sur ce qu'elle peut devoir à Primus à raison de ces titres au porteur?

Certains auteurs nous répondent qu'une telle saisie-arrêt est impossible en droit car, par une fiction, c'est le titre au porteur qui serait créancier de la société. Si cette opinion était admise par tous, il faudrait en conclure que la saisie-arrêt est complètement impossible en droit, car alors la société ne sera jamais débitrice de mon débiteur ce qui est la première condition pour qu'une saisie-arrêt soit possible. Il nous semble qu'il faut rejeter une théorie qui aboutit à une telle conclusion et qui admet, même par fiction, qu'un morceau de papier

(1) De Folleville, op. cit., n° 156.

puisse être créancier de quelqu'un (1). M. Dodo, qui dans sa thèse sur la saisie-arrêt (n° 82) énonce cette théorie, remarque immédiatement ce qu'elle a d'excessif et la corrige : « Le tiers « débiteur ne doit pas à une personne déterminée, mais à un « titre, ou plutôt au porteur légitime qui le présente à « l'échéance. » C'est à tort, il nous semble, que M. Aubry (2) déclare que M. Dodo est de son avis.

Les mêmes auteurs ajoutent que cette saisie-arrêt serait le plus souvent inefficace, et qu'il n'y aurait aucune sanction possible contre les tiers saisis qui n'en tiendraient pas compte. Or, une saisie-arrêt dépendant du bon vouloir du tiers saisi peut-elle être possible en droit ? (3). Il est certain que cette procédure rencontre de très grandes difficultés en fait, qu'elle ne sera presque jamais efficace (4), mais ce n'est pas une raison pour dire qu'elle est impossible en droit. Et la question est intéressante en fait pour ceci : supposons la saisie-arrêt impossible en droit, et par conséquent sans valeur si elle est faite. Si le saisi se présente, et si le tiers-saisi refuse de le payer en raison de l'opposition, le saisi pourra lui demander des dommages-intérêts, ou au moins il aura droit aux intérêts (comme cela se passe pour les coffres-forts). Au contraire, si la saisie-arrêt est valable, le saisi n'aura droit à rien.

Une théorie tout aussi excessive, mais dans un sens opposé, nous semble être celle qu'expose M. Deloison dans son « Traité des valeurs mobilières et des opérations de Bourse » (n° 264). Il admet la saisie-arrêt à l'établissement qui a émis les titres au porteur, et maintient les effets de l'opposition même si les titres sont vendus et passent à un autre propriétaire. Celui-ci se trouvera dans l'impossibilité d'exercer ses droits et n'aura d'autre ressource que de demander la mainlevée de l'opposition ou la résiliation du marché. Il nous semble que cette théorie ne tient pas suffisamment compte de la nature particulière des titres au porteur qui doivent pouvoir circuler très facilement.

La solution la meilleure nous semble découler de la définition du titre au porteur. C'est « tout acte (*instrumentum*)

(1) A. Wahl, op. cit., n° 246.

(2) Op. cit., p. 72, note 1.

(3) Aubry, op. cit., p. 72 à 74.

(4) Roger, op. cit., n° 232.

« constatant l'existence d'un droit réputé appartenir, jusqu'à
« preuve contraire, au possesseur de cet acte et cessible par la
« simple remise de l'acte lui-même..., le droit qu'il repré-
« sente semble, en quelque sorte, ne faire plus qu'un avec
« lui... » (1). Par conséquent, si le titre constate un droit de
créance et se trouve entre les mains de mon débiteur, celui-ci
se trouvant créancier de la société, je pourrai alors faire une
saisie-arrêt qui sera valable en droit (2). Aucun texte, en effet,
ne l'interdit et elle produira tous ses effets si mon débiteur
se présente en personne pour toucher les coupons ou pour
obtenir le remboursement du titre (3). La société retiendra
le titre qui lui sera présenté et le tribunal devra valider la
saisie-arrêt. Mais, en fait, il en sera rarement ainsi; qu'arrive-t-il
si après l'opposition mon débiteur cède le titre à un tiers ?
C'est celui-ci qui deviendra le créancier de la société sans
aucune formalité et qui pourra obtenir le paiement des cou-
pons ou le remboursement du titre nonobstant l'opposition (4).
Celle-ci deviendrait également inefficace si, au lieu de vendre
le titre, mon débiteur se présentait à la société sous un faux
nom (5). J'ai fait une saisie-arrêt sur tout ce qui peut être
dû à Primus, mais s'il se présente sous le nom de Secundus,
ma saisie-arrêt restera sans effet.

C'est ce que l'on appelle la règle de l'inopposabilité des
exceptions. En matière de titres au porteur, le droit s'incorpore
au titre et se confond avec lui de telle sorte que celui qui est
porteur du titre est présumé être titulaire du droit que le titre
constate sans que l'on ait à s'inquiéter des exceptions nées du
chef du cédant (6). La seule dérogation à cette règle est celle
qui a été créée par la loi du 15 juin 1872 pour les titres perdus
ou volés. La règle de l'inopposabilité des exceptions, qui est
admise par de nombreux auteurs (7), est également sanctionnée

(1) De Folleville, op. cit., n° 148.

(2) De Folleville, op. cit., n° 360. — Buchère, op. cit., nos 431 et 432.
— Masselin, op. cit., p. 201.

(3) A. Wahl, op. cit., n° 1164.

(4) A. Wahl, op. cit., n° 265.

(5) A. Wahl, op. cit., n° 1166.

(6) A. Wahl, op. cit., n° 273.

(7) Lacour, op. cit., n° 1069. — A. Wahl, op. cit., n° 282.

par la jurisprudence (1). D'ailleurs, les auteurs qui ne l'admettent pas arrivent au même résultat par un autre moyen (2). La jurisprudence la plus ancienne (3) et la plupart des auteurs admettent que les articles 2279 et 2280 du Code civil s'appliquent aux titres au porteur (4). Par conséquent, celui qui détient un titre au porteur est présumé en avoir toujours été propriétaire et il n'a aucun rapport avec le précédent porteur, sauf s'il s'agit de titres perdus ou volés.

La saisie-arrêt à l'établissement débiteur est donc possible en droit, mais en fait, elle restera le plus souvent sans effet. C'est au point que, par exemple, les compagnies de chemin de fer ne tiennent aucun compte des oppositions faites sur un titre au porteur par un créancier (5). Il en est presque partout ainsi. Pour que la saisie-arrêt fût complètement efficace, il faudrait qu'elle se combinât avec une mise hors de circulation du titre pour empêcher qu'il ne fut vendu ou que le porteur ne se présentât sous un faux nom. Mais pour donner toute garantie aux tiers, la mise hors de la circulation doit ne résulter que d'une mention sur le titre (6). Pour cela il faut pouvoir mettre la main sur le titre et dans ce cas la voie de la saisie-exécution est plus sûre, comme nous le verrons plus loin. La saisie-arrêt entre les mains d'un tiers détenteur et la saisie-exécution sont, au contraire, possibles car elles immobilisent le titre.

Avant de terminer, signalons cependant un cas où une saisie-arrêt à l'établissement débiteur produira tous ses effets. Les statuts de la société peuvent exiger que les actionnaires qui veulent prendre part aux assemblées, déposent leurs titres au

(1) Paris, 21 mai 1895 : *Gaz. du Pal.*, 1895-2-44. — Cass. civ., 9 novembre 1896 : *Sir.*, 1897-1-161. — Cass. civ., 31 octobre 1906 : *Sir.*, 1908-1-305. — Cass. req., 18 janvier 1911 : *Sir.*, 1911-1-320. — Cass. req., 27 mai 1913 : *Sir.*, 1913-1-153. — Paris, 23 juin 1919 : *Sir.*, 1920-2-81.

(2) Thaller, *De la nature juridique du titre de crédit*, n° 159, dans les *Annales de droit commercial* de 1907.

(3) Trib. de Cassation, section civile, 2 nivôse an XII : *Sir.*, 1814-1-225. — Seine, 31 janvier 1850, confirmé par Paris, 7 mars 1851 : *D. P.*, 1852-2-427. — Cass. civ., 15 avril 1863 : *D. P.*, 1863-1-396.

(4) De Folleville, *op. cit.*, n°s 61 bis et 163. — Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. II, n° 614.

(5) Bézard-Falgas, *Le contentieux des oppositions sur titres*, p. 36.

(6) A. Wahl, *op. cit.*, n°s 819 à 870.

siège social (1). Si l'on admet que les actions peuvent être frappées de saisie-arrêt, ce que nous verrons plus loin, une opposition qui interviendrait au moment où les titres sont déposés produirait tous ses effets. Pour certains auteurs, ce serait même le seul cas où une opposition à l'établissement débiteur est possible pour les titres au porteur (2).

Il y a encore certains titres au porteur pour lesquels on pourrait croire efficace la saisie-arrêt à l'établissement débiteur. Ce sont les titres au porteur contenant une constitution d'hypothèque comme garantie de la créance. On a soutenu qu'il était impossible de garantir, par une hypothèque, une obligation constatée par un titre au porteur (3). La première objection est basée sur l'article 2148 du Code civil, qui exige la désignation du créancier dans l'acte constitutif. Une seconde est tirée de l'article 2183 du Code civil, qui prévoit une notification aux créanciers en vue de la purge. Enfin, on dit que l'article 2152 parle de cessionnaires par acte authentique. On peut répondre à ces objections (4). La majorité de la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour dire que l'obligation d'indiquer le nom du créancier dans l'acte constitutif n'est pas substantielle. On désignera le premier porteur ou même simplement le titre au porteur et son numéro (5). Quant à la signification prévue par l'article 2183, elle sera faite au domicile élu. Enfin, pour la transmission de l'hypothèque, une jurisprudence ancienne décide qu'elle se fera comme celle de la créance dont elle est l'accessoire, sans aucune signification au débiteur (6).

Un exemple de ces titres est la « cédule hypothécaire » délivrée par la Société Foncière du Nord de la France. Cette Société sert d'intermédiaire entre prêteur et emprunteur de la manière suivante : Un emprunteur obtient de la société un prêt de un million, par exemple. Celle-ci fait la somme nécessaire et morcelle la somme ainsi prêtée en cédules de dix mille ou

(1) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. II, n° 848.

(2) Copper-Royer, *Traité théorique et pratique des sociétés anonymes*, n° 410.

(3) De Folleville, *op. cit.*, n° 162.

(4) A. Wahl, *op. cit.*, n° 549.

(5) Cass. civ., 20 octobre 1897 : *Sir.*, 1897-1-489.

(6) Cass. req., 21 février 1838 : *D. P.*, 1838-1-49.

cinq mille francs, qu'elle crée à échéances diverses ; en général, à échéances de trois ans, six ans et neuf ans.

Chaque cédule comporte, outre le cautionnement de la société et une feuille de coupons pour les intérêts, une grosse hypothécaire au porteur, avec un certificat d'inscription de mention au bureau des hypothèques, et dans l'acte même que constitue ladite cédule, il est spécifié que tous les droits et avantages, résultant de l'inscription hypothécaire prise, sont automatiquement acquis au profit de chaque porteur, par le simple fait de la transmission du titre.

Les notifications, prévues par l'article 2183 du Code civil, sont signifiées... « au porteur de la grosse d'une obligation « souscrite par X au profit du porteur, suivant acte reçu par « M^e B., notaire, à M., le 4 juillet 1920, ladite obligation individualisée sous le numéro ..., et ce, au domicile élu en « l'inscription prise au bureau des hypothèques de ..., le « 15 juillet 1920, à Paris, au siège de la Société Foncière du « Nord de la France, actuellement rue de Liège, n° 9. ».

La société, qui garantit solidairement avec le débiteur le paiement des intérêts et le remboursement du capital, pose, entre autres conditions du cautionnement, le droit d'exiger que la grosse et les certificats de mention lui soient confiés à toute réquisition. Elle peut, en effet, en avoir besoin, par exemple, pour produire à une procédure d'ordre. Or, pour qu'elle puisse faire les réquisitions utiles, il faut que la société connaisse les porteurs. Nous croyons même qu'elle aurait intérêt à introduire dans les conditions du cautionnement une clause obligeant les porteurs à se faire connaître. En fait, ils le font presque toujours.

Et alors, nous pouvons nous poser cette question : Puisque la société connaît les porteurs, une saisie-arrêt signifiée à la requête d'un créancier de l'un d'eux ne sera-t-elle pas presque toujours efficace ? Nous avons interrogé, à ce sujet, M. le Directeur du Contentieux de la Société, qui nous a répondu avec beaucoup de complaisance que ses services ne connaissent les porteurs qu'à titre tout à fait officieux. Le porteur qui se présente à la caisse pour toucher les intérêts ou se faire rembourser le capital, n'a pas à faire connaître son identité (ceci avant qu'une loi fiscale ne l'y ait obligé). Par conséquent une saisie-arrêt sur ces titres est sans effet et il n'en est tenu aucun

compte. Ce procédé simplifie beaucoup la comptabilité de la société et seul le créancier du porteur pourrait s'en plaindre. Mais nous pensons, qu'en fait, cela ne l'avancerait pas beaucoup. Si le porteur apprenait que la société a l'intention de tenir compte de la saisie-arrêt, rien ne lui serait plus facile que de faire présenter le titre par un ami complaisant pour la rendre inefficace.

Par conséquent, sauf en cas de dépôt des titres, la saisie-arrêt à l'établissement débiteur ne sera presque jamais efficace pour les titres au porteur.

B) Titres à ordre.

Nous ne dirons que très peu de choses de ces titres, car ils sont très rares en pratique. On ne trouve guère que quelques actions émises par des compagnies d'assurances (1). On appliquera la même solution que pour les titres au porteur, car nous nous trouvons dans la même situation. Le porteur, qui se présente pour toucher un coupon ou pour obtenir le remboursement d'un titre amorti, est bien à ce moment le créancier de la société. Par conséquent, s'il est en même temps mon débiteur, il est certain que j'ai le droit de faire une saisie-arrêt. Mais, comme pour les titres au porteur, la société ignore l'identité de son créancier jusqu'au moment où il se présente ; ce n'est qu'à cet instant que l'on saura si la saisie-arrêt est efficace, mais le débiteur prévenu par la dénonciation aura presque toujours cédé son titre. La plupart des auteurs assimilent donc les titres à ordre aux titres au porteur à ce point de vue, quelle que soit la solution qu'ils adoptent (2). Seuls Rousseau et Laisney adoptent la saisie-exécution pour les titres au porteur, mais non pour les titres à ordre (3).

Nous dirons que pour les titres à ordre la saisie-arrêt à l'établissement débiteur est possible en droit, mais qu'en fait, elle ne donnera presque jamais de résultats.

(1) Thaller, *De la nature juridique du titre de crédit*, n° 158, dans les *Annales de dr. comm.* de 1907.

(2) Glasson, *op. cit.*, n° 1564. — Aubry, *op. cit.*, p. 56.

(3) *Op. cit.*, V^e. saisie-exécution, n° 27.

C) *Titres nominatifs.*

Pour les titres nominatifs, la saisie-arrêt à l'établissement débiteur est le mode normal d'exécution. Nous pouvons même dire que c'est le seul (1). Nous verrons, en effet, plus loin que la saisie-exécution est impossible, car le titre nominatif n'a aucune valeur par lui-même : ce n'est qu'un instrument de preuve de la créance. Nous ne parlons ici, bien entendu, que des titres purement nominatifs, car s'il s'agissait de titres mixtes, on appliquerait aux coupons ce que nous avons dit pour les titres au porteur.

Lorsqu'il s'agit de créances, la saisie-arrêt est le seul mode d'exécution. Mais il faut être sûr qu'il s'agit de droits de créance. La question qui n'était plus discutée pour les actions depuis la moitié du siècle dernier, l'est de nouveau depuis un arrêt de la Cour de Paris rendu en 1895. Nous allons donc voir brièvement quelles sont les différentes valeurs mobilières que l'on peut trouver sous la forme nominative et dire la solution qui nous semble préférable pour chacune. Nous nous bornerons à indiquer les diverses controverses qui existent sans avoir l'intention de les étudier, même sommairement. Cela nous entraînerait beaucoup trop loin et se trouve d'ailleurs hors de notre sujet.

a) Obligations.

Pour les obligations, il n'y a aucune difficulté. En effet, l'obligataire n'a fait que prêter de l'argent à la société. C'est un créancier ordinaire. Le certificat nominatif d'obligations constitue toujours un titre de créance contre la société. Le créancier de l'obligataire pourra donc toujours faire une saisie-arrêt entre les mains de l'établissement débiteur (2).

b) Actions.

C'est ici qu'existent les plus grandes controverses. Avant l'arrêt de 1895, la jurisprudence et la plupart des auteurs considéraient le droit de l'actionnaire comme un droit de créance. On a soutenu que Troplong était d'un avis contraire en

(1) Garsonnet, *op. cit.*, n° 1750. — Dodo, *op. cit.*, n° 82. — Glasson, *op. cit.*, n° 1564.

(2) Trib. de Lyon, 19 mai 1905 : *D. P.*, 1905-2-335.

1843 (1), mais que nous dit Troplong²... « Le droit des actionnaires a sans doute *pour première origine* la copropriété des mises. Sans cette co-propriété, il n'existerait pas. Mais la transmission du capital social à l'être moral a transformé ce droit des actionnaires en une propriété distincte ; tellement que l'action est toujours un meuble, quand bien même les choses mises en commun seraient des immeubles... Le droit de co-propriété ne reparaît que lors du partage (2)... » C'est nous dire clairement que le droit de propriété des actionnaires passe à la société ; à partir de ce moment « l'action ne représente donc qu'un droit mobilier, une sorte de droit de créance contre la compagnie qui, en *qualité de personne morale, est seule réputée propriétaire des biens sociaux* (3) ». Cette opinion était celle admise par la Cour de Cassation qui déclarait qu'une société civile aussi bien qu'une société commerciale constitue une personne morale, distincte des associés, et qu'elle est, à l'exclusion de ceux-ci, propriétaire du fonds social (4). Un des principaux arguments sur lesquels s'appuie cette opinion est tiré de l'article 529 du Code civil... « Sont meubles par la détermination de la loi, les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendant de ces entreprises appartiennent aux compagnies. Ces actions ou intérêts sont réputés meubles à l'égard de chaque associé, seulement tant que dure la société. » Il résulte de cet article que le droit de l'actionnaire est un droit mobilier, ce qui était admis par les auteurs et par la jurisprudence (5). Boistel signale une théorie suivant laquelle les actionnaires sont copropriétaires à terme (6). Mais, avant l'arrivée du terme, c'est-à-dire avant la dissolution de la société, que sont-ils, sinon des créanciers ?

(1) Aubry, op. cit., p. 59, note 1.

(2) Troplong, op. cit., t. I^{er}, n° 140.

(3) De Folleville, op. cit., n° 157.

(4) Cass. req., 23 février 1891 : Sir., 1892-1-73.

(5) Thaller, *Tr. élém. de dr. com.*, n° 313. — Buchère, op. cit., nos 373 et 374. — Cass. req., 5 août 1845 : Sir., 1845-1-663. — Cass. civ., 7 avril 1824 : *Journal des audiences*, 1824-1-143. — Cass. civ., 14 avril 1824 : *Journ. des aud.*, 1824-1-257.

(6) *Cours de droit commercial*, n° 165.

Par suite la possibilité d'une saisie-arrêt sur les actions était admise par la doctrine et la jurisprudence (1).

Tout à coup, un arrêt rendu par la Cour de Paris, le 11 juillet 1895, vint introduire une jurisprudence nouvelle. Il déclare que les actions ne confèrent pas à l'associé un droit de créance, même éventuelle, contre la compagnie, qu'elles sont simplement la constatation d'un droit de propriété collective, que par suite une saisie-arrêt ne peut avoir aucun effet, et que si elle est faite, la compagnie n'est pas tenue de comprendre les actions nominatives dans la déclaration affirmative, ni de s'opposer à un transfert, ni de refuser de remettre au cessionnaire des titres nouveaux en échange des anciens (2). Cet arrêt qui entraîne en fait l'insaisissabilité des actions nominatives, souleva de vives critiques.

Avant de les étudier, nous allons voir que la Cour de Paris ne faisait que reprendre une théorie ancienne. Tout d'abord un arrêt rendu par le Tribunal de cassation le 1^{er} ventôse an X, déclare que lorsque les fonds d'une société sont divisés en actions, chaque action est une portion indivise dans la propriété du fonds social ; par conséquent, chaque cessionnaire d'action devient copropriétaire du fonds social et membre de la société ; il ne peut pas être considéré seulement comme un simple créancier bailleur de fonds (3).

Cette théorie qui ne fut pas suivie par la jurisprudence, fut reprise plus tard par quelques auteurs (4) et elle est développée dans un article de la *Revue de Législation* de 1846 (5) qui conclut que l'actionnaire a un droit de copropriété. Il invoque les arguments suivants. Tout d'abord, l'article 1832 du Code civil nous dit que « la société est un contrat par lequel « deux ou plusieurs personnes conviennent de *mettre quelque chose en commun...* » et l'article 18 du Code de commerce

(1) Buchère, op. cit., n° 241. — Rousseau et Laisney, op. cit., V° saisie-arrêt, n° 169. — De Belleyme, op. cit., t. 1^{er}, p. 197. — Paris, 2 mai 1811 : Sir., 1809-1811-2-487.

(2) D. P., 1896-2-187 : Sir., 1897-2-247.

(3) Trib. de Cass., section civile, 1^{er} ventôse an X : Sir., tome 1^{er}, 1-595.

(4) Pardessus, *Cours de droit commercial*, 5^e éd., t. IV, n° 992. — Beslay et Lauras, *Commentaire théorique, pratique et critique du code de commerce*, t. V, n° 31.

(5) 1846-1-212.

dit que « le contrat de société se règle par le droit civil... » De même nous trouvons en droit romain : *Nemo societatem contrahendo dominus esse desinit* (1). Ensuite la qualité de l'actionnaire se manifesterait d'une façon non équivoque par des actes très significatifs, tels que partage des bénéfices, assemblées générales pour confier aux gérants des pouvoirs extraordinaires et spéciaux. D'ailleurs, dans nos codes, le seul objet de la doctrine qui personnifie la société dans un être moral serait de distinguer des intérêts qui peuvent devenir opposés en certaines circonstances. Enfin, aucun texte de nos codes ne nierait le droit de copropriété de l'associé. L'article 529 du Code civil créerait seulement un ameublement légal sans détruire le droit de propriété de l'actionnaire.

Que faut-il penser de ces arguments? Nous avouerons qu'ils ne nous ont pas convaincu. Si deux personnes formant une société ne cessent pas d'être copropriétaires des biens mis en commun, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'une société par actions qui est une personne morale. L'article 18 du Code de commerce ne renvoie pas seulement au Code civil, mais encore aux lois particulières au commerce, et aux conventions des parties. Le partage des bénéfices et les assemblées générales ne prouvent rien, car ne voyons-nous pas, dans la faillite par exemple, des opérations qui y ressemblent beaucoup sans rien changer à la qualité des créanciers? Bien plus, l'article 27 du Code de commerce nous dit que « l'associé commanditaire ne « peut faire aucun acte de gestion, même en vertu de procuration. » Ce texte est-il en faveur de son droit de copropriété? Nous croyons inutile d'insister sur le fait que le seul but de la personnalité morale n'est pas d'intervenir uniquement lorsqu'il y a opposition d'intérêts entre la société et les actionnaires. Enfin, et il nous semble qu'on ne l'a pas assez remarqué, il est inexact de dire que l'article 529 du Code civil crée seulement un ameublement légal sans détruire le droit de propriété de l'actionnaire. Ne dit-il pas textuellement : « Encore que des immeubles dépendant de ces entreprises appartiennent aux compagnies... » Si les immeubles appartiennent aux compagnies, ils ne peuvent être en même temps la propriété des actionnaires.

(1) Loi 13-1^o. D. *De prescriptis verbis*, 19-5.

Le droit de l'actionnaire nous semble donc un droit de créance pouvant être frappé de saisie-arrêt. La décision de la Cour de Paris n'a d'ailleurs pas reçu l'approbation de la plupart des auteurs. Seuls à notre connaissance, M. Thaller et M. Percerou, sans contester que le droit de l'actionnaire soit un droit mobilier, disent que c'est un droit réel. Les associés seraient copropriétaires, mais leur droit deviendrait mobilier comme accessoire de la créance de chaque associé contre ses coassociés (1). Le droit des associés ne serait pas un droit de copropriété ordinaire, mais un droit réel de nature particulière et non prévu au Code civil. Mais il nous suffira de faire remarquer que ce n'est pas possible, car le nombre des droits réels principaux est limitativement fixé par la loi (2). Un autre auteur (3) approuve l'arrêt de la Cour de Paris, mais nous ne comprenons pas très bien comment il peut le faire, car quelques pages auparavant (n° 312), il dit que le droit de l'actionnaire est mobilier et se résume en un pur droit de créance sur l'être moral. Comment une saisie-arrêt peut-elle être inefficace s'il s'agit d'un droit de créance?

Au contraire, comme nous l'avons dit, malgré l'arrêt de la Cour de Paris, la plupart des auteurs continuent à opter pour le droit de propriété de la société et, par suite, pour un droit de créance des actionnaires (4). La conclusion nous semble donnée exactement par MM. Lyon-Caen et Renault... « Il résulte
« de tout ce qui vient d'être dit que l'action constitue durant
« la société, un droit de créance ; l'actionnaire est alors seu-
« lement créancier de la part qui lui revient dans les béné-
« fices. Mais, quand la société est dissoute, il devient copro-
« priétaire des biens sociaux, qui, jusqu'à la dissolution
« étaient réputés appartenir à la société, personne morale (5). »

(1) Thaller, *op. cit.*, n° 284.

(2) Colin et Capitant, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 103.

(3) Copper-Royer, *op. cit.*, n° 410.

(4) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. II, n° 107. — Lacour, *op. cit.*, n° 413. — Glasson, *op. cit.*, n° 1564. — Masselin, *op. cit.*, p. 204. — Thaller et Pic, *Traité général théorique et pratique de droit commercial*, n° 731. — Rousseau, *Traité théorique et pratique des sociétés commerciales*, t. I^{er}, n°s 1186 et 1188.

(5) Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial*, 12^e éd., n° 192.

Par suite, les auteurs admettent toujours la possibilité de la saisie-arrêt pour les actions (1).

Quant à la jurisprudence, depuis l'arrêt de la Cour de Paris de 1895, nous n'avons trouvé qu'un jugement du Tribunal civil de Lyon du 19 mai 1905, très important pour la question qui nous occupe (2). Ce jugement, en effet, commence par dire avec la Cour de Paris que le certificat nominatif d'actions dans une société n'est pas un titre de créance contre elle, mais seulement un document constatant la propriété d'une partie de l'actif social. Dès lors, la société ne serait point, vis-à-vis de l'actionnaire, le tiers dont parle l'article 557 du Code de procédure civile, et il serait impossible de faire saisie-arrêt sur un certificat nominatif d'actions.

Mais le tribunal de Lyon n'arrive pas à la même conclusion que la Cour de Paris : il déclare que la saisie-arrêt est bien la voie à suivre par le créancier, car les actions n'ayant pas été mises hors du gage des créanciers, il faut les assimiler aux obligations pour les rendre saisissables.

Nous trouvons inutile de nous attarder sur un système suivant lequel le droit de l'actionnaire serait un droit *sui generis* ni réel ni personnel. Il est impossible de soustraire un droit pécuniaire à cette division générale. Nous avons déjà dit que selon nous le droit de l'actionnaire est un droit de créance. Pour terminer, nous nous permettrons de critiquer l'arrêt de la Cour de Paris et le jugement du Tribunal civil de Lyon, non pas seulement au sujet de leur décision sur la nature du droit de l'actionnaire, nous l'avons fait plus haut, mais encore au sujet des conclusions qu'ils en tirent. Admettons, en effet, ce qui n'est pas, que l'actionnaire ait réellement un droit de copropriété. La saisie-arrêt sera-t-elle rendue impossible? Ne pourra-t-on pas appliquer l'article 557 du Code de procédure civile? Que nous dit-il? « Tout créancier peut, en vertu de « titres authentiques ou privés, saisir-arrêter entre les mains « d'un tiers, les sommes et effets appartenant à son débiteur, « ou s'opposer à leur remise. » Il nous suffit donc : 1° qu'il s'agisse de sommes, d'effets, c'est-à-dire de meubles; 2° que

(1) Houpin, *Traité général des sociétés civiles et commerciales*, 3^e éd., n° 341 bis. — Frédéric Lanquest, *Des assemblées générales d'actionnaires dans les sociétés anonymes*, thèse, p. 52.

(2) D. P., 1905-2-335.

ces meubles *appartiennent* au débiteur ; 3° qu'ils se trouvent entre les mains d'un tiers. Or, il est certain qu'il s'agit de meubles : l'article 529 du Code civil est formel en ce sens. D'autre part, il n'est pas nécessaire que le débiteur soit lui-même créancier ; il peut être propriétaire. Le mot *appartient* l'indique bien. Si par exemple, mon débiteur possède une automobile, je pourrai faire une saisie-arrêt sur celle-ci le jour où elle se trouvera chez un garagiste pour des réparations. Comme nous le verrons plus loin, la saisie-arrêt est le mode normal et unique d'exécution lorsque les biens du débiteur sont chez un tiers. Mais l'actionnaire étant supposé copropriétaire, la société sera-t-elle à son égard un tiers aux termes de l'article 557 du Code de procédure civile ?

Il est assez difficile de donner une définition du mot « tiers ». Nous dirons que c'est toute personne qui se distingue juridiquement du débiteur. Si la personne qui détient les objets à saisir se confond avec celle du débiteur, elle ne saurait être réputée un « tiers » (1). C'est alors un « représentant ».

Voici deux exemples qui feront, nous croyons, mieux comprendre ce que nous voulons dire. Le caissier de mon débiteur n'est pas un tiers pour celui-ci. Mon débiteur peut, en effet, prendre dans son tiroir toutes les sommes qu'il lui plaît sans faire aucune opération juridique avec son caissier. Une saisie-arrêt entre les mains de celui-ci serait inefficace, car rien ne peut empêcher mon débiteur de puiser dans sa caisse. Au contraire, mon débiteur peut jouer le rôle de tiers vis-à-vis de lui-même. Supposons qu'il est tuteur d'un mineur et créancier de son pupille. Je peux faire une saisie-arrêt entre les mains de mon débiteur pris en qualité de tuteur. M. X..., mon débiteur, est juridiquement distinct de M. X..., tuteur.

De cette explication, il résulte que la société est bien un tiers vis-à-vis de l'actionnaire ; ils sont bien distincts l'un de l'autre, et l'on ne comprendrait pas, par exemple, qu'un actionnaire de la compagnie des chemins de fer du Nord refusât de payer sa place, sous le prétexte qu'étant copropriétaire, il a un droit de jouissance du matériel. Si l'on admet que les biens sont la copropriété des actionnaires, il faut dire qu'ils ont été confiés en dépôt à la société avec mission de les faire prospérer.

(1) Carré, op. cit., Q. 1928 bis.

Par conséquent, l'arrêt de la Cour de Paris ne doit pas avoir pour nous l'importance qu'on lui a donnée. Quelle que soit la nature du droit de l'actionnaire, la saisie-arrêt est possible, et cette saisie-arrêt doit toujours empêcher le transfert, car elle immobilise les valeurs ou les meubles entre les mains du tiers saisi.

c) Actions de garantie.

Aux termes de l'article 26 de la loi du 24 juillet 1867, « les administrateurs (des sociétés anonymes) doivent être propriétaires d'un nombre d'actions déterminé par les statuts. Ces actions sont affectées en totalité à la garantie de tous les actes de la gestion, même de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des administrateurs. Elles sont nominatives, inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale. »

La question qui nous intéresse est alors celle-ci : l'inaliénabilité entraîne-t-elle l'insaisissabilité? Il semble qu'il le faudrait pour atteindre complètement le but recherché par la loi. Sinon, un administrateur voulant vendre ses actions ne pourrait-il pas s'entendre avec un créancier fictif pour que ses actions soient saisies et vendues? Cela semble l'opinion de M. Glasson qui nous dit que les actions de garantie étant inaliénables, une saisie-arrêt ne peut porter que sur les dividendes (op. cit., n° 1571). Un autre auteur, M. Boistel, avait même dit dans la première édition de son ouvrage (op. cit., n° 312), que les actions de garantie devaient rester affectées au gage pendant trente ans à compter de la fin des fonctions de l'administrateur. Dans sa troisième édition, il dit qu'elles sont libérées dès la reddition des comptes et leur approbation, mais déclare que jusque-là, elles ne peuvent être saisies au préjudice des droits de la société (op. cit., n° 311). Cependant la majorité des auteurs déclarent que la saisie est possible. « Il y a plutôt indisponibilité qu'inaliénabilité ; les actions des administrateurs demeurent dans le commerce et ne sauraient être assimilées aux choses dépendant du domaine public. Cette indisponibilité cesse en principe lorsque les administrateurs ont obtenu leur quitus (1). » Une saisie-arrêt sera donc valable.

(1) Copper-Royer, op. cit., n° 590.

mais elle sera inopposable à la société jusqu'à la reddition des comptes (1).

La jurisprudence admet que les actions de garantie ne sont pas hors du commerce et qu'elles peuvent être cédées valablement à un tiers sous réserve des droits de la société (2). Cependant la loi de 1867 les déclare inaliénables. Nous pensons que la vente, valable entre les parties dès l'origine, ne produira tous ses effets qu'après la fin des fonctions de l'administrateur.

La société est, en effet, dans la situation d'un créancier gagiste. L'administrateur reste propriétaire de ses actions et ses créanciers peuvent les saisir. Seulement ils ne pourront les faire vendre que lorsque, les fonctions de l'administrateur ayant cessé, la société saura si elle a besoin d'exercer son privilège et pour quelle somme (3).

D'ailleurs, il sera assez rare que les créanciers aient à attendre longtemps pour pouvoir faire vendre les actions. Les administrateurs sont en effet révocables à toute époque, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'aucun motif (4). Les saisies-arrêts inciteront souvent la société à se priver des services d'un administrateur qui a du mal à gérer ses propres affaires. De plus, « les fonctions des administrateurs peuvent cesser par suite de « l'un des événements qui mettent fin à tout mandat, tels que « leur décès, leur interdiction, leur faillite ou déconfiture. « (Art. 2003 C. civ.) (5). » Or les saisies-arrêts, s'il n'arrive pas une mainlevée rapide, semblent indiquer une déconfiture à peu près certaine. En effet, si l'administrateur a d'autres ressources, il s'empressera de désintéresser ses créanciers pour obtenir la mainlevée de saisies-arrêts qui peuvent entraîner sa révocation.

Nous venons d'exposer l'opinion de la majorité des auteurs ; c'est aussi la nôtre. Mais la jurisprudence est allée beaucoup

(1) Deloison, *Traité des sociétés*, n° 378. — Houpin, *op. cit.*, nos 793 et 795. — Pont, *Des sociétés civiles et commerciales*, nos 1625 et 1627. — Rivière, *Commentaire de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés*, n° 219.

(2) Seine, 8 août 1893 : *Revue des sociétés*, 1894, p. 19.

(3) Alauzet, *Commentaire des lois sur les sociétés civiles et commerciales*, n° 742. — Boursan, *De l'administration des sociétés anonymes*, thèse, p. 26.

(4) Thaller, *Tr. élém. de dr. comm.*, n° 650.

(5) Lacour, *op. cit.*, n° 533.

plus loin dans un arrêt de la Cour de Paris du 20 novembre 1889 (1). Cet arrêt admet la possibilité de la saisie-arrêt, mais déclare que le jugement qui la valide peut ordonner la vente immédiate des actions pour désintéresser le saisissant. Cette jurisprudence oblige la société à révoquer de suite son administrateur, afin qu'il puisse rendre ses comptes en temps utile pour que la société exerce son droit de préférence s'il y a lieu. Cette décision nous semble contraire aux principes. On peut, en effet, assimiler la créance de la société contre l'administrateur à une créance à terme éventuelle, le terme étant le moment de la reddition de comptes. Il est évident qu'ici le terme n'est pas en faveur du débiteur, mais plutôt en faveur du créancier gagiste. Celui-ci ne doit pas pouvoir être forcé d'y renoncer par l'intervention d'un autre créancier. C'est pourquoi nous ne pouvons admettre la décision de la Cour de Paris.

On peut assimiler aux actions de garantie toutes les valeurs mobilières données en gage, en particulier celles affectées au cautionnement d'un officier ministériel. Dans ce dernier cas, par exemple, une saisie-arrêt sera possible, mais elle n'aura d'effets qu'après la cessation des fonctions de l'officier ministériel, au moins pour la vente des valeurs, car le créancier pourra commencer par être autorisé à en toucher les revenus en déduction de sa créance (2).

d) Actions de jouissance.

La possibilité de la saisie-arrêt sur les actions de jouissance a été controversée, car ici l'actionnaire n'a plus aucun droit sur le capital social, puisqu'il a été remboursé. Il ne reste plus que son droit de participer aux bénéfices de l'entreprise (3). Or ce droit est purement éventuel ; il est subordonné à la réalisation de bénéfices, et au moment où la saisie-arrêt est signifiée, il se peut très bien que la société ne doive rien à l'actionnaire. L'existence d'une simple créance éventuelle suffit-elle pour que la saisie soit validée ? En pratique, cela se fait fréquemment : saisie-arrêt sur des salaires futurs par exemple.

(1) Sir., 1891-2-93.

(2) Rousseau et Laisney, op. cit., V^o. saisie-arrêt, n^o 189.

(3) Lacour, op. cit., n^o 413.

La jurisprudence et la majorité des auteurs admettent la validité des saisies-arrêts sur des créances simplement éventuelles (1). C'est pourquoi nous dirons que les actions de jouissance peuvent être frappées de saisie-arrêt (2).

e) Actions d'apport.

L'article 2 de la loi du 1^{er} août 1893, modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867, nous dit que : « ...Les actions représentant des apports devront toujours être intégralement libérées au moment de la constitution de la société. Ces actions ne peuvent être détachées de la souche et ne sont négociables que deux ans après la constitution définitive de la société. Pendant ce temps, elles devront, à la diligence des administrateurs, être frappées d'un timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution. » Ces actions ne sont donc pas inaliénables comme les actions de garantie. Elles sont simplement non négociables, pour éviter une spéculation frauduleuse. Mais tous les auteurs admettent que pendant ces deux ans elles peuvent être cédées avec les formalités prévues par le Code civil pour le transfert des créances et autres droits incorporels (3). La jurisprudence confirme cette doctrine (4). Par conséquent, si ces actions sont cessibles, elles ne sont pas hors du commerce : une saisie-arrêt pourra les frapper utilement (5).

(1) Garsonnet, op. cit., n° 1404. — Bordeaux, 29 mai 1840 : Sir., 1840-2-358. — Riom, 10 décembre 1884 : Sir., 1886-2-215. — Cass. civ., 29 octobre 1890 : Sir., 1891-1-305. — Cass. civ., 21 novembre 1894 : Sir., 1896-1-439. — Nancy, 31 mars 1897 : D. P., 1898-2-40.

(2) Glasson, op. cit., n° 1564.

(3) Lyon-Caen et Renault, *Manuel de dr. comm.*, 12^e éd., n° 251. — Lacour, op. cit., n° 465. — Thaller, *Tr. élém. de dr. comm.*, n° 635.

(4) Paris, 14 janvier 1895 : *Journ. des Soc.*, 1895, p. 77. — Trib. de comm. de Lille : *Journ. des Soc.*, 1899, p. 270. — Trib. de Comm. de la Seine, 29 juillet 1899 : *Gaz. du Pal.*, 1901, 1^{re} sem., V^o Sociétés commerciales, n° 40. — Seine, 19 mai 1900 : *Revue des Sociétés*, 1901, p. 239. — Paris, 12 avril 1902 : *Gaz. du Pal.*, 1902, 1^{re} sem., p. 680. — Cass. civ., 4 juillet 1911 : D. P., 1911-1-449.

(5) Copper-Royer, op. cit., n° 317. — Houpin, op. cit., n° 333. — Rousseau, op. cit., t. I^{er}, nos 1787 à 1789. — Seine, 2 juillet 1898 : *Journ. des Soc.*, 1899, p. 34.

f) Actions industrielles.

Ces actions ne sont pas de véritables actions. Elles sont d'ailleurs assez rares. Elles donnent seulement droit au coupon de dividende et souvent à l'accès des assemblées générales. Elles ressemblent donc beaucoup à des actions de jouissance. Elles sont données en raison de services rendus pendant le fonctionnement de la société (1). Des auteurs se sont prononcés contre leur légalité, car pour être associé, il faut pouvoir participer aux pertes, donc avoir fait un apport. (2). Quoi qu'il en soit, lorsqu'elles existent, la question se pose de savoir si une saisie-arrêt est possible, puisqu'elles ne donnent droit qu'à une part de bénéfices futurs, c'est-à-dire à une créance tout à fait éventuelle. La question est la même que pour les actions de jouissance, et nous la résoudrons par l'affirmative pour les mêmes motifs.

g) Actions de prime.

Ces titres sont de véritables actions données à des personnes, n'ayant fait aucun apport possédant une valeur réalisable en argent. Pour ce motif, elles sont illicites (3). On en trouvera donc très rarement. Puisque ce sont de véritables actions, elles pourront être atteintes par la voie de la saisie-arrêt comme nous l'avons vu.

h) Parts de fondateurs.

Attribuées en échange de services rendus à la constitution de la société, elles ne donnent droit qu'à une part des bénéfices. On a beaucoup discuté sur leur nature juridique et l'on ne trouve pas moins de cinq systèmes que nous n'allons d'ailleurs pas étudier à fond. Nous nous contenterons de dire quelques mots sur les principaux. Pour le surplus, nous renverrons au *Traité des parts de fondateurs*, de M. Lecouturier, (N^{os} 12 à 59.) Un premier système qui a eu quelques succès,

(1) Lacour, op. cit., n^o 415.

(2) Copper-Royer, op. cit., n^o 319.

(3) Copper-Royer, op. cit., n^o 319. — Lacour, op. cit., n^o 417. — Lyon-Caen et Renault, *Tr. de dr. comm.*, t. II, n^o 690.

assimile la part de fondateur à une action (1). Il y eut même un arrêt de la Cour de Cassation, mais il est le seul en ce sens (2). Cet arrêt dit que « les seuls caractères essentiels de l'action sont la participation aux bénéfices et la libre cessibilité à des tiers ». Cela nous semble insuffisant. Il paraît résulter des dispositions du Code de commerce et des lois sur les sociétés, que l'action est une part du capital social. D'ailleurs, dans l'espèce soumise à la Cour de Cassation, les parts avaient été délivrées en représentation, non pas de simples services, mais d'un apport d'exploitation de mines. Malgré leur nom, ces parts étaient donc plutôt des actions d'apport. On peut donc objecter au système qui assimile les parts de fondateurs aux actions, que le porteur de parts ne peut, le plus souvent, assister aux assemblées générales et n'a aucun droit sur l'actif social. Les auteurs qui l'avaient soutenu l'ont d'ailleurs abandonné dans leurs dernières éditions. Quelques auteurs assimilent les parts de fondateurs à des actions de jouissance (3). Ce système est séduisant à première vue, mais on peut lui faire les mêmes objections qu'au premier.

Pour une autre théorie, la part de fondateur ne serait ni une action, ni un droit de créance, mais une part sociale (4). On lui objecte à juste titre que pour être associé, il faut avoir fait un apport quelconque et contribuer aux pertes, et que d'ailleurs toute part sociale est une action (5).

Pour un troisième système, le porteur de parts de fondateurs serait un associé placé dans une situation inférieure et *sui generis* (6). Ce terme permet de tourner bien des difficultés d'une manière élégante, mais comme l'a dit M. A. Wahl à plusieurs reprises, dire que la part de fondateur constitue

(1) Lyon-Caen et Renault, *Tr. de dr. comm.*, jusqu'à la 3^e édition, t. II, n° 560 bis. — Thaller, dans *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1887, p. 220 et dans son *Tr. élém. de dr. comm.*, 2^e éd., n°s 638 à 646.

(2) Req., 16 novembre 1904 : *Annales de droit commercial*, 1905, p. 162.

(3) Vavasour. *Des parts de fondateurs*, dans la *Revue des sociétés*, 1895, p. 126.

(4) Copper-Royer, op. cit., n° 442. — Houpin, op. cit., n°s 369 à 371.

(5) Lecouturier, op. cit., n° 29 et s.

(6) Lacour, op. cit., n° 418. — Valéry, en note dans *D. P.*, 1895-2-297. — J. Percerou, *Des fondateurs de sociétés anonymes*, thèse, p. 184, où la question est traitée à fond.

un droit *sui generis* ni réel ni personnel, aboutit à une impossibilité juridique (1).

Il semblerait plus logique de comparer le porteur de parts à un employé intéressé à qui est promise une partie des bénéfices. C'est ce que semble faire un jugement du Tribunal de commerce de Lyon du 25 mai 1899 confirmé par un arrêt de la Cour de Lyon du 14 mai 1901 (2). Mais qu'est-ce qu'un employé intéressé, sinon en partie un simple créancier de bénéfices éventuels? Et c'est à ce dernier système que nous nous rallions avec la majorité des auteurs et de la jurisprudence (3).

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, une simple créance éventuelle peut être frappée de saisie-arrêt. Il n'y a d'ailleurs pas ici les mêmes difficultés que pour les actions d'apport. La plupart des auteurs et la jurisprudence sont en effet d'accord pour dire, quelle que soit leur opinion sur la nature juridique des parts de fondateurs, qu'elles sont négociables dès l'origine de la société. Il n'y a pas à craindre les mêmes fraudes que pour les actions d'apport (4). C'est pourquoi nous dirons que les parts de fondateurs peuvent certainement être frappées de saisie-arrêt (5).

i) Parts d'intérêts dans les sociétés en nom collectif ou en commandite simple.

Bien que la question soit en dehors du sujet que nous traitons ici, nous allons dire brièvement ce que doit faire un créancier lorsqu'il apprend que son débiteur fait partie d'une de ces

(1) En particulier, en note dans Sirey, 1898-2-89.

(2) *D. P.*, 1904-1-484.

(3) A. Wahl, *Les parts de fondateurs*. — Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial*, 12^e édition, n° 252 bis. — Thaller, *Tr. élém. de dr. comm.*, 6^e édition, n° 639. — Lecouturier, dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1897, p. 117, 148, 250. — Arthuys, dans la même revue, 1897, p. 273. — Rousseau, *Questions nouvelles sur les sociétés*, p. 160. — Même auteur, *Tr. théor. et prat. des soc. comm.*, t. 1^{er}, n° 1211. — Lyon, 14 juin 1911 : *D. P.*, 1917-1-134. — Trib. de Lyon, 23 février 1900, confirmé par la cour de Lyon le 12 novembre 1900 : *Sir.*, 1902-2-6. — Trib. de comm. de la Seine, 12 août 1891 : *Journ. des Soc.*, 1892, p. 175.

(4) Copper-Royer, *op. cit.*, n° 460. — Houpin, *op. cit.*, n° 376. — Thaller, *Tr. élém. de dr. comm.*, n° 641 et les auteurs cités plus haut. — Trib. de comm. de la Seine, 5 novembre 1894 : *D. P.*, 1895-2-297.

(5) Seine, 2 juillet 1898 : *Journ. des Soc.*, 1899, p. 34.

sociétés. La société personne morale, est propriétaire du fonds social, et une part d'associé constitue un droit de créance (1). Par conséquent, une saisie-arrêt sera possible (2).

D) Effets de cette saisie-arrêt quant aux droits du porteur des valeurs mobilières.

Jusqu'au moment où le débiteur saisi se trouve complètement dépossédé par le jugement de validité, il reste propriétaire de ses valeurs mobilières. Il est généralement admis, en particulier par la Cour de Cassation, que la saisie-arrêt est un acte conservatoire qui a exclusivement pour but et pour effet d'empêcher le tiers saisi de se libérer au préjudice du saisissant ; elle ne devient une mesure d'exécution que par l'effet du jugement de validité (3). Par conséquent, malgré l'arrêt de la Cour de Paris de 1895, le débiteur ne peut pas demander le transfert des titres nominatifs, même s'il s'agit d'actions (4). Il ne peut pas non plus demander la conversion des titres nominatifs en titres au porteur, car pour le saisissant cela présenterait les mêmes dangers qu'un transfert. Il ne peut même pas mettre en gage ses valeurs : la signification du contrat de nantissement ne vaudra alors que comme simple opposition (5).

Mais la saisie-arrêt n'empêche pas l'exercice des droits afférents aux titres dans la mesure où ils ne causent aucun préjudice au saisissant. C'est ainsi, par exemple, que l'actionnaire pourra assister à une assemblée générale (6). Il y a cependant une exception : si la société est en faillite, le saisi ne pourra

(1) Trib. de comm. de la Seine, 6 septembre 1879, confirmé par Paris, 18 août 1881 : *Sir.*, 1882-2-25, avec les références citées en note par M. Lyon-Caen.

(2) Glasson, *op. cit.*, n° 1564. — Bioche, *op. cit.*, V° saisie-arrêt, n° 56. — De Belleyme, *op. cit.*, t. I^{er}, p. 197.

(3) Cass. civ., 23 mars 1868 : *D. P.*, 1868-1-369. — Cass. civ., 10 août 1881 : *D. P.*, 1882-1-307. — Cass. civ., 28 décembre 1881 : *D. P.*, 1882-1-377.

(4) Minard, *op. cit.*, n° 212.

(5) Seine, 13 janvier 1894 : *Le droit financier*, 1894, p. 38.

(6) Paris, 6 janvier 1897 : *Gaz. des Trib.*, 26 mars 1897. — F. Lanquest, *op. cit.*, p. 52.

voter au concordat, car pour cela il faut qu'il puisse disposer de sa créance (1).

Si au lieu d'être frappées de saisie-arrêt, les actions étaient remises en gage à un créancier, le débiteur pourrait également voter aux assemblées générales (2). Un auteur a dit cependant que le gage donne mandat tacite au créancier de voter, à la place du véritable actionnaire, mais son opinion semble isolée (3).

2° Saisie-arrêt du titre chez un tiers détenteur.

Lorsque le créancier sait que des valeurs mobilières de son débiteur se trouvent chez un tiers, il peut encore faire une saisie-arrêt. Nous ne reviendrons pas sur ce que nous avons dit plus haut sur la signification du mot « tiers ». Nous dirons simplement que selon nous, la banque qui loue un coffre-fort n'est pas un tiers détenteur comme nous l'expliquerons plus loin : le coffre-fort est un local dont le locataire a la libre disposition.

Lorsque les valeurs sont chez un tiers, la saisie-arrêt est le seul mode d'exécution admis (4). C'est à tort, selon nous, que l'on a dit que la saisie-exécution serait possible chez un tiers lorsque les valeurs du débiteur sont distinctes de celles du tiers (5). Tout d'abord, puisqu'il s'agit de meubles, la règle posée par l'article 2279 du Code civil sera toujours une présomption en faveur du droit de propriété du tiers (6). De plus, on ne peut admettre qu'un huissier pénètre chez une personne qui n'a aucun rapport avec le créancier, dans le seul but de rechercher si elle ne détient pas des biens du débiteur. Ce

(1) Glasson, *op. cit.*, n° 1568.

(2) Trib. de comm. d'Alger, 17 novembre 1884 : *Journ. des Soc.*, 1885, p. 222. — Paris, 6 janvier 1897 précité. — Trib. de comm. de la Seine, 13 février 1899 : *Journ. des Soc.*, 1899, p. 317.

(3) Huvelin, en note dans *Annales de droit commercial*, 1895-1-53. En sens contraire : Lyon, 21 novembre 1894, au-dessus de la note d'Huvelin. — Gand, 24 février 1904, et Cour de Liège, 28 octobre et 4 novembre 1903, dans *Ann. de Dr. comm.*, 1906-1-251.

(4) Carré, *op. cit.*, Q. 1928 bis.

(5) Aubry, *Thèse*, p. 84.

(6) Bezard-Falgas, *Le contentieux des oppositions sur titres*, p. 41.

serait une véritable perquisition pour laquelle il faut suivre les règles posées par le Code d'instruction criminelle. D'ailleurs, un tel procédé serait contraire à la définition même de la saisie-exécution. « La saisie-exécution est celle que la loi permet à tout créancier, muni d'un titre exécutoire, sur les meubles corporels qui appartiennent à son débiteur et ne se trouvent pas entre les mains de tiers (1). » La jurisprudence de la Cour de Cassation est en ce sens (2).

Comme nous l'avons dit plus haut, la saisie-arrêt sur un tiers détenteur ne produira pas les mêmes effets que celle à l'établissement débiteur : elle aboutira à la saisie du titre et non à la saisie du droit. C'est pourquoi il nous faut distinguer entre les titres à ordre et au porteur d'une part, et les titres nominatifs d'autre part.

A. — *Titres à ordre et au porteur.*

Nous avons vu que pour ces valeurs le droit se confond presque avec le titre. L'on est censé n'avoir aucun droit si l'on ne peut présenter le titre. La saisie-arrêt immobilisant celui-ci produira ici des effets suffisants : le créancier ne pourra rien faire pour déjouer son créancier. C'est pourquoi tous les auteurs admettent sans difficulté la possibilité d'une saisie-arrêt contre un tiers détenteur, lorsqu'il s'agit de titres à ordre ou au porteur (3). Ce que nous disons des titres au porteur s'applique aux coupons au porteur des titres mixtes.

Il est cependant un cas où cette saisie-arrêt restera le plus souvent sans effet. C'est celui où les titres ont été confiés au tiers en échange d'un récépissé au porteur. Le tiers ne doit plus alors les valeurs au débiteur saisi, mais au porteur du récépissé. Le débiteur apprenant qu'une saisie-arrêt a été faite s'empressera de faire retirer les valeurs par un ami complaisant. Nous nous trouvons absolument dans la même situation que lorsqu'une saisie-arrêt sur titres au porteur est faite à l'établissement débiteur. C'est pourquoi nous ne nous éten-

(1) Cuhe, *Précis des voies d'exécution*, n° 47.

(2) Ch. civ., 4 décembre 1867 : Sir., 1868-1-97.

(3) Deloison, *Tr. des val. mob. et des opér. de bourse*, n° 302. — Dodo, op. cit., 82. — Eismein, dans *Revue trimestrielle de droit civil*, 1921, p. 24.

drons pas sur cette question. Nous dirons simplement que pour aboutir sûrement, le créancier devra commencer par mettre la main sur le récépissé. Bien entendu, et nous insistons sur ce point, il faut qu'il s'agisse d'un récépissé au porteur. Un récépissé de titres au porteur peut, en effet, très bien être nominatif (1).

B. — *Titres nominatifs.*

Ici la question est plus délicate. Le titre n'a aucune valeur par lui-même. Il n'est qu'un moyen de preuve, et le débiteur n'a pas un besoin absolu de le présenter pour exercer ses droits. Si, en effet, le débiteur apprenant la saisie-arrêt, déclarait à la société que ses titres ont été détruits, il pourrait obtenir des duplicata et la saisie-arrêt deviendrait absolument sans effet, car elle n'empêcherait pas le débiteur de vendre ses valeurs et d'en faire opérer le transfert (2). Et il est très facile d'obtenir des duplicata de titres nominatifs (3).

C'est pourquoi certains ont déclaré que puisque le titre nominatif « ne fait que constater l'existence d'un droit et qu'il « n'est par conséquent pas plus en soi une chose saisissable « que ne le sont les titres de créance ou de propriété, » la saisie-arrêt « est irrégulière et nulle lorsqu'elle est faite entre « les mains d'un débiteur quelconque ». Ce sont là les propres termes d'un jugement du Tribunal civil de Lyon du 19 mai 1905 (4).

Mais nous n'admettons pas cette décision. La saisie-arrêt, en effet, bien que n'ayant pas une pleine efficacité, présente cependant quelque intérêt pour le créancier. Tout d'abord, elle immobilise les titres pendant un certain temps. Si le débiteur cherche à se faire délivrer des duplicata comme nous l'avons dit, il ne les aura pas sans quelques formalités. Ensuite, par la déclaration affirmative, le créancier saura quelles sont

(1) A. Wahl, *Tr. des titres au porteur*, n° 439.

(2) Thaller, *De la nat. jur. du titre de crédit*, n° 47.

(3) Lacour, *op. cit.*, n° 1123. — Lyon-Caen et Renault, *Tr. de dr. comm.*, t. II, n° 627. — Trib. de comm. de la Seine, 14 février 1853 : Sir., 1853-2-259.

(4) *D. P.*, 1905-2-335.

exactement les valeurs qui sont chez le tiers. Il ne les connaissait peut-être pas auparavant, mais maintenant il aura tous les renseignements pour faire à l'établissement débiteur une saisie-arrêt qui cette fois sera efficace. Enfin, en droit, rien ne s'oppose à la saisie-arrêt sur le tiers détenteur. Les termes de l'article 557 du Code de procédure civile sont, en effet, très larges : « Tout créancier peut saisir-arrêter entre les mains
« d'un tiers, les sommes et effets appartenant à son débiteur,
« ou s'opposer à leur remise. » Les effets ne sont autres que des titres de créance, et les mots « ou s'opposer à leur remise » montrent que la saisie-arrêt peut n'avoir que ce seul effet sans se traduire de suite par un avantage pécuniaire pour le créancier.

C'est pourquoi nous dirons que la saisie-arrêt contre un tiers détenteur est pleinement valable, même lorsqu'il s'agit de titres nominatifs. C'est ce qu'avait déjà décidé un arrêt de la Cour de Cassation du 18 juillet 1876 (1). La plupart des auteurs sont du même avis (2). D'ailleurs, beaucoup ne font aucune distinction entre titres nominatifs et titres au porteur (3).

C. — *Effets de cette saisie-arrêt quant aux droits du débiteur.*

Nous avons déjà indiqué que le droit du propriétaire du titre contre l'établissement débiteur, est immobilisé par la saisie-arrêt lorsqu'il s'agit de titres à ordre ou au porteur, mais non lorsqu'il s'agit de titres nominatifs. Dans ce dernier cas, le débiteur peut encore parfois arriver à céder son droit à un tiers.

Dans les deux cas, jusqu'au jugement le déposant, il ne cesse pas d'être propriétaire de son titre et il pourra exercer ses droits de propriétaire dans la mesure où ils ne sont pas en contradiction avec ceux du saisissant. C'est ce que nous avons déjà dit à propos de la saisie-arrêt à l'établissement débiteur, et nous renvoyons à nos explications précédentes.

(1) Ch. civ. : D. P., 1876-1-74.

(2) Dodo, op. cit., 79.

(3) Buchère, op. cit., nos 433 et 819. — Roger, op. cit., n° 244. — Glasson, op. cit., n° 1565.

CHAPITRE IV

La saisie-exécution

Comme nous l'avons vu, la saisie-exécution est un mode de saisie que l'on peut employer seulement pour les valeurs qui sont chez le débiteur. Quand nous disons « chez le débiteur », nous ne voulons pas parler seulement du domicile de celui-ci, mais encore de tout endroit où il a accès librement et où il peut apporter des valeurs ou en prendre sans en rendre compte à personne. Nous voulons dire par là que nous avons l'intention de soutenir que la saisie-exécution doit être la règle pour les coffres-forts. Cependant, comme cette question soulève des difficultés spéciales, nous l'étudierons à part. Auparavant, nous allons étudier la saisie-exécution dans son hypothèse la plus ordinaire, c'est-à-dire lorsqu'elle est faite au domicile du débiteur.

1° Saisie-exécution au domicile du débiteur.

Ce mode d'exécution rencontre de grandes difficultés en pratique et sera rarement efficace. La saisie, en effet, doit obligatoirement être précédée d'un commandement signifié au moins un jour à l'avance. (Art. 583 C. pr. civ.) Le débiteur ainsi prévenu s'empresse toujours de mettre en lieu sûr tous les objets de valeur qu'il peut transporter, et les premiers de ceux-ci sont, avec les bijoux, les valeurs mobilières. Il sera donc bien rare que l'huissier trouve des valeurs mobilières au cours d'une saisie-exécution. Cela ne se produira guère que lorsque le commandement aura été signifié pendant une absence prolongée du débiteur.

Lorsque l'huissier rencontre par hasard des valeurs mobilières, il se heurte encore à d'autres difficultés qui cette fois

sont d'ordre juridique. En effet, aux termes de l'article 591 du Code de procédure civile, si le saisi est absent, l'huissier doit requérir l'apposition des scellés sur les papiers qu'il trouve. On conclut de cet article que les papiers ne sont pas énumérés au procès-verbal et se trouvent, par suite, hors de la saisie : ils sont remis au saisi à son retour. Les valeurs mobilières doivent-elles être rangées parmi ces papiers insaisissables ? Telle est la question qui se pose.

Les antécédents du Code de procédure ne peuvent nous aider. En effet, le titre XXXIII de l'ordonnance de 1667, dont les rédacteurs du Code se sont inspirés pour la question de la saisie-exécution, ne parle pas des papiers. De plus, les premières rédactions de l'article 591 portaient en tête : « Les papiers ne pourront être saisis. » Cette disposition, sans être attaquée dans les discussions, a disparu de la rédaction définitive (1). Les travaux préparatoires ne nous sont donc d'aucun secours. Les auteurs nous disent que si les billets de banque doivent être assimilés aux deniers comptants et sont saisissables (2), par contre l'huissier ne peut toucher aux effets de commerce et aux titres de créance qui ne peuvent être atteints que par la voie de la saisie-arrêt (3). Faut-il assimiler les valeurs mobilières aux billets de banque ou bien aux titres de créance ? Certains font une distinction qui nous semble peu juridique. « L'article 591 C. pr. civ., en ordonnant l'apposition des scellés « sur les papiers trouvés à ce domicile, déclare implicitement « que ces papiers doivent être respectés et que l'huissier n'a « point le droit de les examiner et de les compulsur pour « rechercher s'ils contiennent des valeurs saisissables. Cependant si une circonstance exceptionnelle faisait tomber des « titres d'actions industrielles entre les mains de l'huissier saisissant, sans qu'on puisse lui reprocher de les avoir découverts par des moyens contraires à ses devoirs professionnels, « ces titres devraient être mentionnés au procès verbal... » (4).

(1) Loqué, *La législation civile, commerciale et criminelle de la France*, t. XXII, p. 193.

(2) Cauwès, *Cours d'économie politique*, t. I^{er}, n° 605. — Carré, *op. cit.*, Q. 2030.

(3) Garsonnet, *op. cit.*, n°s 1333 et 1343. — Bioche, *op. cit.*, V^e saisie-exécution, n° 118.

(4) Buchère, *op. cit.*, n° 430. — Dans le même sens : Deloison, *Tr. des val. mob. et des op. de Bourse*, n° 302. — De Folleville, *op. cit.*, n° 359.

Nous ne pouvons admettre que la saisissabilité des titres dépende de leur emplacement plus ou moins apparent. Si des billets de banque se trouvent dans une enveloppe parmi d'autres papiers, allons-nous interdire à l'huissier d'y toucher ? En réalité, il nous semble que les valeurs mobilières ne doivent pas être rangées parmi les papiers dont parle l'article 591 C. pr. civ. Dans les autres cas où les codes parlent de papiers, il s'agit évidemment de papiers domestiques qui n'ont de valeur que pour leur propriétaire. (Voir en particulier les articles 46, 324, 1331 du Code civil.) Au contraire pour les titres de créance, ils emploient le mot « effets ». (Art. 557 C. pr. civ.) L'opposition est très marquée dans l'article 458-1^o al. du Code de commerce (1).

Par conséquent, nous pensons que pour les valeurs mobilières la saisie-exécution est toujours possible, mais elle produira des effets différents suivant la nature du titre. Pour les titres au porteur, tout le monde admet maintenant la possibilité de la saisie-exécution et sa pleine efficacité. « Si l'huissier « trouve des titres au porteur, ceux-ci sont assimilés à des « meubles corporels. La créance est, en quelque sorte, con- « fondue avec le titre qui la constate, le débiteur étant obligé « de payer sans autre examen le porteur de titre » (2). La jurisprudence est en ce sens (3). Ce que nous venons de dire s'applique également aux coupons au porteur des titres mixtes.

Nous dirons la même chose des titres à ordre bien que des auteurs les aient déclarés insaisissables (4). Comme nous l'avons déjà vu, on peut en effet les assimiler aux titres au porteur. C'est ce que décide une jurisprudence ancienne (5).

Au contraire, pour les titres nominatifs, nous rencontrons beaucoup plus de difficultés. Comme nous l'avons déjà dit, le titre nominatif n'a par lui-même aucune valeur (6). Par consé-

(1) En ce sens, Valéry, en note dans *D. P.*, 1905-2-25.

(2) César-Bru, *Traité de la procédure des voies d'exécution*, n^o 223. — Dans le même sens : Bioche, op. cit., V^e saisie-exécution, n^o 17. — Thaller, *De la nat. jur. du titre de cr.*, n^o 47.

(3) Paris, 18 janvier 1908 : *Gaz. des Trib.*, 5 mai 1908.

(4) Rousseau et Laisney, op. cit., V^e saisie-exécution, n^o 27.

(5) Riom, 29 juin 1819 : *Rép. Dalloz*, V^e saisie-exécution, n^o 155. — Rodière, op. cit., t. II, p. 220.

(6) Minard, op. cit., n^o 112.

quent la saisie-exécution ne fera mettre la main que sur le moyen de *preuve* sans atteindre le droit lui-même. Il faut autre chose.

C'est ce que disent la plupart des auteurs en déclarant que les titres nominatifs ne peuvent être atteints que par la voie de la saisie-arrêt (1). Mais que faire lorsqu'il s'agit de valeurs pour lesquelles la saisie-arrêt à l'établissement débiteur est impossible ? Vont-elles devenir insaisissables ? Nous ne voulons pas parler des rentes sur l'Etat nominatives qui sont en effet insaisissables, mais des obligations du Crédit Foncier.

M. Garsonnet, après avoir dit que les titres nominatifs peuvent être atteints seulement par la voie de la saisie-arrêt, ajoute que « le créancier, qui trouve au domicile du saisi des obligations foncières ou des lettres de gage, soit nominatives, soit « au porteur, émises par une société de Crédit Foncier, peut « les saisir et les faire vendre à son profit comme toute autre « valeur. » (Op. cit., n° 1289). Pour cela, suivant M. Dodo (Op. cit., n° 83), « l'huissier, à la requête du créancier, fera nommer « par le juge des référés sur son procès-verbal de saisie..., un « officier public, agent de change ou notaire..., pour en opérer « la vente ». Selon nous, un tel procédé ne serait efficace qu'avec la bonne volonté du saisi. Celui-ci, nous l'avons déjà dit, n'a pas un besoin absolu de son titre pour le vendre. Pour donner toute sécurité, la saisie-exécution doit être suivie d'une saisie-arrêt à l'établissement débiteur. Pourquoi donc faire une saisie-exécution lorsqu'une saisie-arrêt sera possible ? L'huissier, qui trouve des titres nominatifs, n'a qu'à les mettre sous scellés ou à les rendre au saisi, après avoir pris tous les renseignements nécessaires pour faire la procédure d'opposition. Avec les moyens de communication actuels, la saisie-arrêt faite rapidement produira toujours effet avant que le saisi n'ait eu le temps de vendre ses valeurs et d'en obtenir le transfert. Mais lorsque la saisie-arrêt sera impossible; il n'y aura qu'à faire une saisie-exécution et à tenter la procédure indiquée par M. Dodo.

Une autre idée a été émise par M. Macqueron dans sa thèse (2). Selon lui, on ne peut saisir exécuter les titres nomi-

(1) Thaller, *De la nat. jur. du t. de créd.*, n° 47. — Glasson, op. cit., n° 1564. — César-Bru, op. cit., n° 223.

(2) *Saisie des valeurs mobilières*, p. 78.

natifs qui ne sont qu'un instrument de preuve de la créance, mais on peut les faire vendre sans saisie-arrêt en vertu de l'article 1166 du Code civil. Une autorisation de justice ne serait même pas nécessaire en droit. Il s'appuie sur un arrêt de la Cour de Douai, du 13 décembre 1852 (1), qui décide qu'un droit au bail peut être exercé par un créancier du preneur. Or, il nous semble qu'il n'y a aucun rapport entre les deux espèces. Sinon, pourquoi un créancier ne pourrait-il pas se rendre simplement chez son débiteur, prendre un meuble et aller le faire vendre en vertu de l'article 1166 ? Pour la vente des biens du débiteur, la loi, voulant éviter des abus, a édicté des règles spéciales : saisie-exécution pour les meubles corporels, saisie-arrêt pour les créances. L'arrêt de la Cour de Douai est donc sans valeur ici.

M. Macqueron invoque, en outre, l'opinion de MM. Aubry et Rau, qui disent : « La faculté accordée aux créanciers par l'article 1166 s'étend, en général, à tous les droits et actions du débiteur. » (2). Mais dans la longue énumération, qu'ils donnent à titre d'exemple, il n'est fait nulle part allusion à la vente des biens du débiteur. Il ressort, au contraire, de l'exposé de ces auteurs, à la page précédente de leur ouvrage, que l'article 1166 signifie que, quand le débiteur peut exercer un droit ou une action contre un tiers, son créancier peut agir à sa place s'il ne le fait pas. L'article 1166 viserait donc les droits qui permettent d'agir contre un tiers, et non l'exercice du droit de propriété. C'est conforme à la décision de la Cour de Douai, et c'est l'opinion de tous les auteurs. Si l'article 1166 dit « droits et actions », les deux mots sont synonymes, et le pléonasme se trouvait déjà dans Pothier (3). D'ailleurs, pour pouvoir invoquer l'article 1166, il faut une négligence du débiteur risquant de diminuer le gage du créancier, et il est certain que ce n'est pas le cas ici (4). Nous n'avons d'ailleurs trouvé la théorie de M. Macqueron admise que par M. Garsonnet (*Op. cit.*, n° 1.750), mais celui-ci avait dit auparavant que l'article 1166 donne seulement aux créanciers le droit d'intenter les actions de leur

(1) *D. P.*, 1856-2-21.

(2) *Op. cit.*, t. IV, n° 312.

(3) *Planiol, op. cit.*, t. II, n° 282.

(4) *Colin et Capitant, op. cit.*, t. II, p. 45.

débiteur et seulement sous certaines conditions (Op. cit., n° 310) : il y a là une contradiction manifeste.

Nous dirons donc que la saisie-exécution est peu efficace pour les titres nominatifs, et qu'il ne faudra y recourir qu'à défaut d'autres moyens.

2° Saisie-exécution sur un coffre-fort.

De tout ce que nous avons dit précédemment, il résulte que la saisie-exécution, telle qu'elle est prévue par notre Code de procédure présente de nombreux inconvénients. On aura donc intérêt à utiliser la voie de la saisie-arrêt chaque fois que cela sera possible. Mais, « on ne fait saisie-arrêt, entre les mains
« d'une personne, que pour l'empêcher de payer son créancier. Cette saisie suppose donc nécessairement, et à peine de
« nullité, que le tiers saisi est débiteur du saisi, le mot *débiteur*
« étant pris *lato sensu* et comprenant : le débiteur proprement
« dit, tenu de donner au saisi un objet dont celui-ci n'est pas
« propriétaire; le détenteur d'objets appartenant au saisi,
« comme son dépositaire ou son créancier gagiste » (1). C'est ainsi que, dans un cas assez semblable à celui qui nous intéresse, la jurisprudence refuse de valider des saisies-arrêts faites sur des objets exposés dans des expositions universelles, parce qu'il y a un contrat de louage et que l'on ne peut pas dire que la Direction, considérée comme bailleresse, ait la détention des marchandises exposées par les locataires (2).

L'établissement propriétaire du coffre-fort est-il, pour le saisi, ce « débiteur » entre les mains de qui la saisie-arrêt est possible ? Là est toute la question, et elle a soulevé de grandes controverses. Elle est d'importance, car lorsque le débiteur est prévenu par un commandement de l'imminence de la saisie-exécution, il lui est beaucoup plus facile de vider son coffre-fort que de déménager son appartement.

Quels sont donc les rapports juridiques existant entre l'établissement et celui qui a la jouissance du coffre, et pour cela demandons-nous quelle est la nature du contrat qui y a donné

(1) Garsonnet, op. cit., n° 1379.

(2) Arrêts de la Cour Suprême Autrichienne des 3 et 16 décembre 1873 : *Journ. de dr. intern. pr.*, 1878, p. 447. — Trib. civ. de la Seine, 1^{re} ch., dans le même ouvrage, 1878, p. 213.

naissance ? Nous dirons de suite qu'il ne peut s'agit d'un prêt à usage qui est essentiellement gratuit (1), ni d'un louage d'ouvrage qui est fait « *intuitu personæ* » (2).

Pour cela, il n'y a pas de difficultés. Elles arrivent, au contraire, lorsqu'on parle du dépôt et du louage de choses. Le dépôt permettra en effet la saisie-arrêt, tandis que, s'il y a location, l'opposition ne sera pas plus possible sur un coffre-fort que sur un appartement.

La théorie du dépôt, malgré tous ses avantages, n'a été admise que par plusieurs décisions importantes de la jurisprudence italienne (3). Les arguments que l'on peut invoquer, en faveur de cette théorie, sont les suivants :

Les articles 1927 et 1928 du Code civil obligent le dépositaire à garder avec soin les choses déposées : or, le propriétaire du coffre-fort est responsable en cas de perte ou de vol des choses qui y sont enfermées. D'après l'article 1930, il ne peut se servir des choses déposées sans la permission du déposant ; il est évident que c'est la même chose pour les objets renfermés dans le coffre-fort. Le dépositaire ne doit pas chercher à connaître les choses qui lui ont été confiées, si elles sont renfermées dans un coffre, dit l'article 1931 : n'est-ce pas ce qui se passe pour le coffre-fort ? Selon l'article 1932, le dépositaire doit rendre identiquement la chose même qui lui a été confiée : est-ce contraire aux usages suivis pour le coffre-fort ? Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée qu'à celui qui la lui a confiée ou à celui qui a été indiqué pour la recevoir (art. 1937) : l'établissement ne fait-il pas la même chose en vérifiant l'identité de ceux qui accèdent aux coffres-fort ? L'article 1947 oblige le déposant à indemniser le dépositaire de toutes les pertes que le dépôt peut lui occasionner ; or, il est évident que si les objets contenus dans le coffre-fort venaient à causer du dommage (matières explosives, par exemple), il faudrait indemniser l'établissement. Enfin, aux termes de l'article 1948, le dépositaire peut retenir le dépôt jusqu'à entier

(1) Bézard-Falga, op. cit., p. 47.

(2) Lafon, *De la saisie des titres d'actions et d'obligations*, p. 64.

(3) Trib. civ. de Milan, 22 juillet 1905 : *Le droit financier*, 1906, p. 376 et D. P., 1896-2-65. — Trib. de Venise, 1^{er} février 1910 : *Rivista di diritto commerciale*, 1910-11-545.

paiement de ce qui lui est dû à son sujet ; or, il est évident que le propriétaire du coffre-fort a les mêmes droits.

Cependant tous ces arguments ne sont pas convaincants. En effet, toutes ces règles du coffre-fort, qui ressemblent beaucoup à celles du dépôt, ne sont en rien en contradiction avec celles du louage comme nous le verrons. Par contre, il manque une chose essentielle pour qu'il y ait dépôt. Ce contrat est un contrat réel (art. 1915 du Code civil) ; or, dans le contrat de coffre-fort cette condition n'est certainement pas réalisée (1). En outre le dépôt est toujours fait *intuitu personæ*, tandis que le client met ici plus sa confiance dans le coffre-fort que dans l'établissement de crédit (2).

Un auteur tire un autre argument de cette phrase de Pothier : « Lorsque la fin principale pour laquelle la tradition de la chose « a été faite a été de confier la garde de cette chose à autrui, « le contrat ne laissera pas d'être un vrai contrat de dépôt, « bien qu'on y ait ajouté quelque autre convention. » La fin principale, voilà ce qui caractériserait le contrat (3).

En réalité, il n'est pas prouvé que les parties aient eu l'intention de conclure un contrat de dépôt : le client a eu surtout pour but de louer un emplacement où ce qu'il y mettra sera en sécurité.

Puisque le contrat de coffre-fort n'est pas un dépôt, il ne peut être qu'un contrat de louage. Si nous remontons au droit romain, car les coffres-forts semblaient connus dans la Rome ancienne, nous voyons qu'il en était déjà ainsi (4). Et nous ne voyons rien dans le contrat de coffre-fort qui fût en contradiction avec le louage. Il répond absolument à la définition donnée par le Code civil : « Le louage des choses est un « contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir « l'autre d'une chose pendant un certain temps, et moyen-

(1) Valéry, en note dans *D. P.*, 1902-2-25.

(2) M. Leven, *Les cases de coffres-forts devant la loi*, dans les *Annales de dr. comm.*, 1903, n° 4, p. 244.

(3) Leurquin, *Code de la saisie-arrêt*.

(4) Valéry, *Traité de la location des coffres-forts et De la location des coffres-forts*, dans la *Revue Générale de droit*, 1903, p. 419. — Paul, *Loi 55 pr.*, *Loi 56* ; Labéon, *Loi 60*, 6° et 9°, le tout au *Digeste, Locati*, XIX, 2.

« nant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer. » (Art. 1709.) Les objections que l'on présente ne sont pas convaincantes (1). « Le locataire d'un appartement entre et sort « à toute heure du jour et de la nuit », tandis que le locataire d'un coffre-fort n'y a accès qu'à certaines heures : mais le locataire d'une place dans un marché, par exemple, n'y a-t-il pas accès seulement le jour ? Quelle est la disposition de nos codes qui dit que le locataire devra pouvoir accéder à toute heure à la chose louée, sans qu'une clause contraire soit valable ? Le locataire d'un appartement y met tout ce qu'il lui plaît, tandis que le client de la banque doit dire ce qu'il place dans son coffre, et cela dans un but de sécurité ; mais ne voit-on pas, par exemple, des propriétaires interdire valablement l'introduction dans les appartements, des chiens et même des pianos ? Tout dépend des clauses du contrat. Le premier jouit de son appartement « à sa guise et sous sa « responsabilité, sans que le bailleur puisse exercer sur lui « la moindre surveillance », tandis que le second doit donner sa signature avant d'accéder au coffre-fort. Mais cette signature n'est demandée que dans un but de protection contre les voleurs, et dans le même but le locataire d'un appartement ne doit-il pas donner son nom à la concierge lorsqu'il rentre après dix heures du soir ? Ensuite, si le locataire d'appartement « vient à s'absenter et que des cambrioleurs s'introduisent chez lui, il ne peut en rendre le propriétaire responsable », tandis que si « le coffre vient à être forcé et les « valeurs soustraites », le concessionnaire du coffre-fort « poursuivra l'établissement en réparation du préjudice causé ». Or, il est inexact de dire que le locataire d'appartement n'a jamais de recours contre son propriétaire. La jurisprudence déclare, au contraire, que celui-ci est civilement responsable s'il y a eu manque de surveillance du concierge (2). Enfin, les coffres-forts sont soumis aux mêmes droits d'enregistrement que les baux (3).

C'est pourquoi la plupart des auteurs disent que le contrat

(1) Pour ces objections, voir Aubry, op. cit., p. 92.

(2) Paris, 20 juillet 1905 : *D. P.*, 1906-5-38. — Paris, 24 janvier 1907 : *Sir.*, 1907-2-205. — Trib. de Paix de Paris, 10 septembre 1909 : *D. P.*, 1909-5-75.

(3) Valéry, dans *Rev. Gén. de Dr.*, 1905, p. 193.

de coffre-fort est un contrat de louage (1). C'est en ce sens que s'est prononcé le ministre des Finances à la Chambre des députés au cours d'une discussion relative à un projet fiscal, où il a dit qu'« il y a une grande différence entre une personne « qui dépose des titres dans une société de crédit et celle qui « dépose des titres dans un coffre-fort (2). »

On en tire la conclusion qu'une saisie-arrêt est impossible, et qu'il faut agir par la voie de la saisie-exécution. Si la Cour de Cassation n'a pas encore eu à trancher la question à notre connaissance, la jurisprudence française est cependant maintenant fixée en ce sens (3). Il en est de même de la jurisprudence belge (4) et on trouve aussi plusieurs décisions italiennes en ce sens (5), ce qui prouve que cette dernière jurisprudence est divisée sur la question. Cependant, en dernier lieu, la Cour de Cassation de Rome s'est prononcée pour le contrat de dépôt (6).

Il se peut que la saisie-exécution rencontre des difficultés. L'établissement débiteur refusant de faire connaître le numéro du coffre de son client. Dans un cas analogue, la Cour de Paris confirmant une ordonnance de référé du président du Tribunal civil de la Seine a nommé un séquestre avec mission de faire procéder à l'ouverture du coffre-fort, d'en retirer tous objet et de toucher les coupons et dividendes (7). Au contraire, si au lieu d'une saisie-exécution il y avait eu une saisie-arrêt, le tribunal n'aurait pu nommer un séquestre. C'est ce qu'a décidé la Cour de Montpellier (8), car les tribunaux ne

(1) Colin et Capitant, op. cit., t. II, p. 517. — Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, n° 278. — Lacour, op. cit., n° 1415. — Glasson, op. cit., n° 1566. — Schatz, *De la location des coffres-forts*, thèse, p. 38. — A. Wahl, en note dans *Sirey*, 1905-2-57.

(2) *J. O., Ch., Déb., Parl., Sess. extraord.*, 1900, p. 2105.

(3) Seine, 7 novembre 1900 : *D. P.*, 1901-2-441. — Montpellier, 19 mars 1901 : *Sir.*, 1905-2-57. — Paris, 12 février 1903 : *D. P.*, 1905-2-25. — Paris, 1^{er} juillet 1903 : *D. P.*, 1903-2-272. — Référés de Montpellier, 27 septembre 1910 : *D. P.*, 1911-2-321. — Référés de la Seine, 1^{er} mars 1912 : *Gaz. des Trib.*, 30 avril 1913.

(4) Cour de Bruxelles, 29 mars 1907 : *Belgique Judiciaire*, 1907, col. 481.

(5) Cour de Florence, 25 juillet 1908 : *Riv. di dir. comm.*, 1909-11-91. — Trib. de Milan, 22 avril 1909 : même revue, 1909-11-350.

(6) 20 décembre 1910 : *Rivista di diritto civile*, 1911, p. 281.

(7) 11 février 1903, précité.

(8) 19 mars 1901, précité.

peuvent placer sous séquestre que des meubles ou immeubles dont la propriété est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes (1961, C. civ.) : or, la propriété ou la possession des objets contenus dans le coffre-fort ne font l'objet d'aucune difficulté.

D'ailleurs, la banque requise par l'huissier ne peut refuser de faire connaître le numéro du coffre-fort : il n'y a pas, en effet, de secret professionnel en dehors d'un texte formel (1).

Si la plupart des auteurs sont d'accord pour dire que contre les coffres-forts il faut employer la voie de la saisie-exécution, certains n'en ont pas moins cherché à empêcher le débiteur de faire disparaître ses valeurs entre le commandement et l'exploit de saisie. M. Valéry (2) recommande d'employer la saisie conservatoire sans délai, si le débiteur est justiciable de la juridiction commerciale. Cette saisie faite sur simple autorisation du président du Tribunal de commerce, est prévue par les articles 417 du Code de procédure civile et 172 du Code de commerce.

En l'absence d'affaire commerciale, le même auteur dit, à tort selon nous, qu'il sera préférable dans tous les cas de signifier à la Banque une sommation d'interdire l'accès du coffre-fort (3). La même théorie a été développée par M. Esmein (4). Il reconnaît qu'une saisie-arrêt est insuffisante, car le bailleur du coffre n'ayant pas la garde des objets qu'il renferme ne pourra pas les livrer quand la saisie-arrêt sera validée. Il répond alors qu'il suffit de bloquer le coffre par une opposition et de faire ensuite une saisie-exécution. L'opposition dont il parle serait distincte de la saisie-arrêt, et prévue par les derniers mots de l'article 557 du Code de procédure civile. Dans l'ancien droit toute saisie mobilière pouvait commencer par « saisie et arrest » ou « arrest », sans titre exécutoire, avec permission du juge. Cet « arrest », rare contre le débiteur (saisie foraine, saisie gagerie), était très commun dans l'exécution contre un tiers. On pourrait donc encore maintenant commen-

(1) Cass. criminelle, 15 février 1901 : D. P., 1903-1-553.

(2) *Tr. de la loc. des coffres-forts*, p. 77.

(3) En note dans D. P., 1905-2-25.

(4) *La location des coffres-forts et la saisie des objets qu'ils contiennent*, dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1922, p. 347.

cer par une simple opposition signifiée au bailleur et qui serait ensuite transformée en saisie-exécution après jugement de validité et déclaration affirmative.

On ne peut admettre cette théorie, car en l'absence de textes le permettant, on ne peut pas faire une opposition ou une sommation à la banque, d'empêcher le locataire d'accéder à son coffre (1). En effet, le Code de procédure a supprimé toute distinction entre « arrest » et saisie-arrest » (2). Cette confusion des deux termes résulte nettement des travaux préparatoires. M. Réal dans l'exposé des motifs du titre de la saisie-arrest ne fait aucune différence entre « saisie-arrest » et « opposition » qu'il considère comme la même chose (3). Il résulte également très nettement des observations de la Section de Législation du Tribunat, que si en quelques régions « saisie-arrest » et « opposition » avaient parfois des effets différents, à l'avenir ce ne sera qu'une seule et même chose. « La section l'entend ainsi : « que l'on se serve du mot saisie-arrest ou du mot opposition, « ou de tous les deux avec la particule conjonctive ou disjonctive, ce ne sera jamais que le même acte qui sera toujours « assujetti aux mêmes formalités et produira toujours les « mêmes effets... L'article 1298 du Code civil parle des effets « de la saisie-arrest ; l'effet attribué par le Code civil à la saisie-arrest appartiendra de droit à l'opposition (4)... » Et nous trouvons, en effet, ces deux termes synonymes dans les articles 558, 559, 560, 561, 562, 563, 565, 567, 568, 575, 578 et 579 du Code de procédure civile.

Ce ne sera d'ailleurs pas la saisie-arrest exactement comme elle existait dans l'ancien droit, car elle commençait alors par un commandement qui était suivi d'une dénonciation de la saisie au débiteur. Ce n'est qu'ensuite qu'intervenait l'exploit de saisie-arrest au tiers saisi (5). Vis-à-vis des tiers, il n'y a donc plus que la saisie-arrest qui doit suivre des règles nettement déterminées et n'est pas applicable ici. Comment, par exemple, la banque pourrait-elle faire la déclaration affirmative ?

(1) Glasson, op. cit., n° 1566.

(2) Pigeau, op. cit., t. II, p. 154. — Garsonnet, op. cit., n° 1376.

(3) *Code de procédure civile*, édition originale, 3^e partie : exposé des motifs, p. 66.

(4) Locré, op. cit., t. XVII, p. 387.

(5) Imbert, *La pratique judiciaire tant civile que criminelle reçue et observée par tout le royaume de France*, livre 1^{er}, chap. 60, p. 423.

Une autre théorie a encore été imaginée pour interdire au débiteur l'accès du coffre-fort (1). Le débiteur qui cherche à soustraire ses biens à son créancier, commettrait un délit civil. Si on ne le poursuit pas, c'est à cause des frais qu'il est inutile d'augmenter, puisque le débiteur est déjà insolvable. Mais la banque qui loue un coffre-fort se rendrait complice du délit, si, apprenant que son locataire va être saisi, elle ne lui interdit pas l'accès du coffre-fort. Il suffirait alors au créancier de prévenir la banque qu'il va effectuer une saisie, pour qu'il soit sûr que si son débiteur vide son coffre, il pourra demander des dommages-intérêts à la banque.

Cette théorie ne nous paraît pas très soutenable. En effet, il ne nous paraît pas très évident que le débiteur, qui cherche à soustraire ses biens à son créancier commette un délit civil. Et quand bien même il en serait ainsi, la complicité n'existe pas en matière de délit civil. Dans tous les exemples que cite l'auteur de cette théorie, on peut voir que le tiers a commis une faute l'engageant personnellement, en vertu de l'article 1382 du Code civil. Or ce n'est pas le cas ici.

Par conséquent, un créancier ne peut même pas sommer la banque d'interdire l'accès du coffre-fort à son débiteur (2). S'il le fait, la banque n'est pas obligée d'en tenir compte; elle ne doit même pas plus en tenir compte qu'un propriétaire d'appartement (3). Mais si, au contraire, elle interdit au débiteur l'accès de son coffre-fort, celui-ci ne pourra-t-il pas lui demander des dommages-intérêts ?

Nous croyons qu'il y a lieu de faire ici une distinction. Si le créancier a visé expressément le coffre-fort dans son opposition, la banque peut en tenir compte sans engager sa responsabilité : elle n'a pas, en effet, à se faire juge de la validité de la saisie-arrest. C'est pourquoi nous critiquons un jugement du Tribunal de Rouen, qui, dans un cas analogue, avait condamné la banque à des dommages-intérêts (4). Ce jugement doit d'ailleurs être aussi critiqué à un autre point de vue. Après avoir déclaré l'opposition sans valeur, il met sous séquestre les titres contenus

(1) M. Demogue, dans la *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1913, p. 827.

(2) Colin et Capitant, *op. cit.*, t. II. p. 517.

(3) Deloison, *Tr. des val. mob.*, n° 278.

(4) 6 juillet 1903, rapporté par M. Macqueron, thèse, p. 107.

dans le coffre en les considérant comme litigieux. Nous avons vu précédemment qu'ils ne le sont nullement dans ce cas. Si le débiteur n'a aucun recours contre la banque, il n'en a pas davantage contre son créancier. Celui-ci n'a fait que chercher à réaliser son droit de gage et « *Næminem lædit qui suo jure utitur* ».

Si, au contraire, le créancier n'a signifié qu'une saisie-arrêt conçue en termes généraux, sans mentionner le coffre-fort, il nous semble que la banque commet une faute en étendant cette opposition à des objets sur lesquels elle ne porte pas en droit. Un arrêt de la Cour de Cassation a cependant décidé que les juges du fond peuvent dire qu'en présence des termes généraux d'une saisie-arrêt, l'établissement de crédit n'a commis aucune faute en la considérant comme s'étendant aux valeurs renfermées dans le coffre-fort loué à la partie saisie (1). Cette jurisprudence de la Cour de Cassation a d'abord été suivie par le Tribunal civil de la Seine (2), par celui de Toulouse (3) et par le Tribunal de Commerce de la Seine (4). Un arrêt plus récent de la Cour de Cassation est même encore allé plus loin (5). Ici l'établissement de crédit avait tenu compte, non d'une opposition par huissier, mais d'une simple lettre à la suite de laquelle il avait interdit à son client l'accès de son coffre. La Cour de Cassation a décidé qu'en agissant ainsi l'établissement de crédit ne commet aucune faute engageant sa responsabilité. Cette décision nous semble inacceptable : si le propriétaire du coffre peut hésiter lorsqu'il reçoit une opposition régulière en la forme, il n'en est pas de même lorsqu'il reçoit une simple lettre. Ce n'est pas assez pour qu'il puisse violer impunément le contrat qu'il a passé avec son client.

Nous préférons la solution donnée il y a peu de temps par un jugement du Tribunal civil de la Seine (6). Un créancier avait signifié à une banque une saisie-arrêt sur toutes sommes, valeurs ou effets appartenant à son débiteur. Devant ces termes

(1) Cass. civ., 12 novembre 1906 : *D. P.*, 1907-1-409.

(2) 3 février 1913 : *Droit financier*, 1913, p. 233. — 17 février 1913 : *Gaz. des Trib.*, 30 avril 1913.

(3) 31 mai 1913 : *Droit financier*, 1913, p. 613.

(4) 13 novembre 1917 : *Rec. de la Gaz. des Trib.*, 1918-2-208.

(5) Ch. des Req., 13 novembre 1918 : *Gaz. du Pal.*, 1918, 19-1-542.

(6) 14 février 1923 : *D. P.*, 1923-2-44.

généraux la banque a refusé l'accès du coffre-fort à son client. Celui-ci en subit un préjudice certain, car il fut empêché de vendre un immeuble dans des conditions avantageuses, ses titres de propriété se trouvant dans le coffre-fort. Le Tribunal décide alors : « ...Attendu que le contrat passé entre la
« Société G... et B... est évidemment un contrat de louage de
« choses, tel qu'il est défini dans l'article 1709 du Code civil,
« une des parties s'engageant à faire jouir l'autre d'une chose
« pendant un temps déterminé et moyennant rémunération :
« attendu que la Société G... soutient qu'elle n'a pas voulu se
« faire juge du motif de l'opposition, en raison de l'incerti-
« tude qui subsiste sur le caractère juridique du contrat relatif
« à l'usage d'un coffre-fort ; mais attendu que, la jurispru-
« dence est aujourd'hui fixée, et que, notamment, la
« Société G..., au courant de ces questions, ne peut ignorer
« que la juridiction des référés au Tribunal de la Seine,
« appelée à trancher souvent la question, comme elle l'a faite
« dans l'espèce, le 25 octobre 1921, à la demande de B...,
« considère que le contrat, qui intervient, est une location :
« qu'au surplus, la Société G..., dans une carte de réclame,
« indique, sans aucune réserve, que les titulaires ont l'accès
« de leur coffre-fort aussi souvent qu'ils le désirent ; attendu
« qu'en se faisant juge de l'étendue de l'opposition, la
« Société G... a commis une faute dont elle doit, en principe,
« réparation à B... ; Par ces motifs, condamne la Société G...
« à payer à B... la somme de mille francs, à titre de dommages-
« intérêts... » Ce jugement a été accepté par la Société, qui n'a pas porté l'affaire devant la Cour d'Appel.

Par conséquent, une saisie-arrêt ou opposition ne peut être suffisante pour qu'un locataire se voit interdire l'accès de son coffre. Une théorie, très séduisante, à première vue, a cependant été soutenue pour permettre la saisie-arrêt. Elle se résume en ceci : Le contrat, par lequel une banque met un coffre-fort à la disposition d'un client, est bien un contrat de louage, mais le locataire remet ensuite le coffre-fort en dépôt à la banque, et sur ce dépôt, la saisie-arrêt serait possible. Cette théorie invoque des motifs historiques. Le coffre-fort viendrait du dépôt de coffres ; les banques pour être moins encombrées auraient préféré fournir les coffres (1). Cette théorie

(1) Trib. de Milan, 22 juillet 1905, précité.

suivant laquelle il y aurait à la fois, louage et dépôt, semble admise dans un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, du 21 juillet 1890 (1). Un créancier F... avait fait entre les mains du Crédit L... une saisie-arrêt sur toutes choses appartenant à son débiteur B... La banque ayant étendu la saisie-arrêt à un coffre-fort loué à B..., celui-ci lui demanda 25.000 francs de dommages-intérêts pour le préjudice qui lui avait été causé. Le tribunal de commerce repoussa la demande en ces termes : « Attendu qu'il s'agit pour le tribunal, en « l'absence d'un contrat régulier et nettement défini, de décider « si, lorsqu'une opposition est faite sur un client ayant la « concession d'un coffre-fort, cette opposition frappe, non le « coffre-fort, mais bien les objets qu'il renferme... » (Ici le tribunal énonce les formalités nécessaires pour que le client puisse accéder à son coffre.) « ...Attendu que, de la nature « même des obligations réciproques des parties, ainsi qu'elles « viennent d'être définies, il ressort que les conventions verbales intervenues entre elles pour la concession ou location « d'un coffre-fort participent à la fois du contrat de louage, « puis que le C... L... loue, moyennant loyer, une chose qui « lui appartient, tout en n'en laissant pas le libre accès à son « locataire ; du contrat de dépôt puisque, en fait, le C... L... « se charge volontairement de la garde des objets déposés « dont il n'a pas du reste à connaître le détail, aux termes « de l'article 1937, C. civ., ces objets dont la nature doit « cependant être indiquée lui étant confiés dans un coffre « fermé ; qu'il s'ensuit qu'il est loisible aux créanciers, en vertu « de l'article 557, C. pr. civ., non point de saisir le coffre loué, « qui n'appartient pas à leur débiteur, et sur lequel ils n'ont « aucune action, mais les objets contenus dans ce mobilier « et confiés à la garde du propriétaire ; attendu qu'en l'espèce, « l'opposition formée entre les mains du C... L... n'a point « frappé le coffre-fort proprement dit, qu'elle est générale, « qu'elle vise toute chose appartenant à B... ; que le C... L... « était en droit de supposer que le coffre-fort loué pouvait « contenir des valeurs de ce dernier ; qu'il en avait la garde « et que, dans ces conditions, il convient de dire que c'est à « bon droit qu'en vertu de l'article 1944 du Code civil il s'est « opposé à leur déplacement jusqu'à ce que, par justice, il « en ait été autrement ordonné ; attendu, dès lors, que le pré-

(1) *Droit Financier*, 1891, p. 87.

« *judice* subi par B..., si tant est qu'il existe, ne peut être
« imputable au C... L... ; qu'il échet, en conséquence, de
« repousser la demande. Par ces motifs, déclare B... non
« recevable en sa demande... »

Cette théorie, bien que séduisante, ne peut être admise. Cette décision est, croyons-nous, d'ailleurs unique dans la jurisprudence française. Tout d'abord l'argument historique ne repose que sur une conjecture, et même de nos jours, les banques continuent à recevoir des dépôts malgré les coffres-forts. Nous avons déjà vu que les formalités indiquées au jugement pour parvenir au coffre-fort ne sont pas en contradiction avec le contrat de louage. Enfin, il manque, à notre avis, la chose essentielle pour qu'il y ait contrat de dépôt après le contrat de louage : il n'y a pas l'intention des parties. En effet, celui qui loue un coffre-fort ne songe jamais qu'il fait ensuite un contrat de dépôt.

Puisque la voie de l'opposition est sans effet pour empêcher le débiteur de vider son coffre-fort, entre le commandement et la saisie, n'y a-t-il pas un autre moyen ? Il nous semble que si ; et nous sommes même surpris de n'avoir trouvé énoncé nulle part le procédé que nous allons indiquer et qui est efficace bien qu'un peu compliqué. Nous voulons parler de l'apposition des scellés sur le coffre-fort avant le commandement, ils ne seront levés qu'au moment où l'huissier se présentera pour faire la saisie. Il est certain que cela ne présente aucune difficulté dans les cas expressément prévus, après le décès du débiteur ou, si le créancier est une femme en instance de divorce, mais nous pensons qu'on peut généraliser. En effet...
« Aucun texte de loi ne déclare que le scellé ne pourra être
« apposé qu'après décès ; si la loi désigne divers cas dans les-
« quels elle prescrit ou autorise cette apposition, on ne peut
« induire de là une interdiction à l'application de cette mesure
« dans des cas analogues ; les articles 907 et suivants du Code
« de procédure qui règlent les formes à suivre, statuent pour
« les cas ordinaires et ne sont pas limitatifs ; le scellé a pour
« but de prévenir les soustractions, et, par conséquent, de pro-
« téger les droits qui pourraient être compromis ; par la nature
« des choses, il est donc permis d'y recourir, toutes les fois
« qu'un intérêt sérieux de conservation l'exige... (1) » Or, le

(1) Cour de Cassation de Belgique, 24 mars 1881 : *Sir.*, 1881-4-27.

créancier n'a-t-il pas le plus grand intérêt à ce que son débiteur ne retire rien du coffre-fort ? C'est pourquoi nous pensons que jusqu'à ce qu'une loi ait autorisé la saisie-exécution sans commandement sur simple autorisation du juge, il n'y a d'autre moyen que l'apposition des scellés. Ce moyen a été employé au moins une fois à notre connaissance il y a peu de temps. Le Président du Tribunal civil de la Seine signa, sans difficulté, l'ordonnance autorisant cette apposition ; les scellés furent apposés ; puis plus tard, au moment précis de la levée des scellés, le créancier fit faire la saisie-exécution. Une transaction intervint alors entre créancier et débiteur.

Si l'on ne peut utiliser ce procédé lorsqu'il s'agit d'une saisie-exécution au domicile du débiteur, c'est qu'il nous semble qu'il y aurait là une violation de la règle de l'inviolabilité du domicile, règle reconnue par les articles 184 du Code pénal, et 1037 du Code procédure civile. C'est pour cela qu'au domicile on ne peut apposer les scellés que dans les cas expressément prévus.

Pour terminer, signalons une difficulté qui peut se présenter si le coffre-fort a été loué par deux personnes dont une seule est débitrice du saisissant. La disposition, suivant laquelle les valeurs contenues dans le coffre-fort sont présumées appartenir par moitié à chacun, est d'ordre fiscal et n'est pas applicable ici. Il semble, au contraire, que l'article 2279 du Code civil établit une présomption de copropriété des deux locataires. Cela n'empêchera pas le créancier de saisir toutes les valeurs, mais il ne pourra faire procéder à la vente que lorsque celles appartenant à son débiteur auront été identifiées (1). Cela présentera, en général, peu de difficultés pour le créancier, car, dès que la saisie aura eu lieu, celui qui n'est pas débiteur s'empres- sera toujours de revendiquer les valeurs lui appartenant.

3° *Effets de la saisie-exécution.*

La saisie-exécution empêche le débiteur de faire aucun acte de disposition, comme nous l'avons vu pour la saisie-arrêt. Il ne pourra pas non plus changer la nature du titre, même pas pour transformer un titre au porteur en titre nominatif, bien

(1) Cass. civ., 29 mars 1887 : *D. P.*, 1887-1-455.

qu'il pût sembler, à première vue, que cette opération ne porte aucune atteinte aux droits du créancier. En réalité, transformer un titre au porteur en titre nominatif aurait pour effet de ne laisser entre les mains de l'huissier qu'un papier sans valeur et d'obliger le créancier à recommencer une saisie-arrêt à l'établissement débiteur. D'ailleurs, la chose serait impossible en pratique, car pour transformer un titre au porteur en titre nominatif, il faut le remettre à l'établissement émetteur et il est assez peu probable que l'huissier s'en désaisisse même pour cette opération.

Au contraire, si le débiteur dont des actions au porteur ont été saisies désire assister, par exemple, à une assemblée générale d'actionnaires, il le pourra en obtenant du gardien des titres un récépissé nominatif, ce qui lui sera assez facile (1).

(1) Glasson, *op. cit.*, n° 1568.

CHAPITRE V

Réalisation des Valeurs saisies

Le plus souvent les valeurs saisies seront vendues comme tout objet saisi, mais il arrivera cependant parfois que, la vente étant impossible, le créancier sera substitué purement et simplement à son débiteur jusqu'à concurrence du montant de sa créance. Nous allons étudier successivement ces deux cas qui ne présentent pas de difficultés.

1° *Vente des valeurs saisies.*

Dans la majorité des cas, les valeurs saisies seront vendues pour que le créancier soit désintéressé sur le prix. La vente est normale après la saisie-exécution ; et, après la saisie-arrêt, elle est prévue formellement par l'article 579 du Code de procédure civile. Généralement après une saisie-arrêt, le créancier est mis purement et simplement en possession des sommes saisies-arrêtées, mais s'il s'agit d'une créance non échue, l'autorisation de la mettre en vente ne peut lui être refusée, car il a le droit d'être payé immédiatement : ce qui se fait pour les créances non échues, sera appliqué aux valeurs de Bourse (1). Ce système a cependant été critiqué et des auteurs préféreraient que, dans tous les cas, le créancier fût substitué au débiteur (2). Pour cela il faudrait estimer la valeur des titres saisis, ce qui peut être parfois difficile. La vente nous paraît préférable, car elle sauvegarde le mieux les droits du débiteur et ceux du créancier. Il se pourra parfois que la vente ait lieu à une époque défavorable, mais ce risque peut se produire

(1) Garsonnet, op. cit., n° 1431.

(2) Glasson, op. cit., n° 1569.

dans toute vente après saisie. D'ailleurs, il est impossible d'obliger un créancier à recevoir en paiement, au lieu d'argent comptant, des valeurs mobilières qui peuvent être parfois peu sûres.

Pour procéder à la vente, le tribunal choisira qui lui plaira ; il a toute liberté pour cela et se décidera au mieux des intérêts des parties (1). La vente forcée d'actions industrielles n'est pas assujettie aux formalités particulières prescrites pour la vente des rentes constituées (2).

Il est certain que le tribunal ne sera pas tenu de désigner un commissaire-priseur. La question n'est plus discutée maintenant (3). Si, en effet, les commissaires-priseurs sont entraînés par leur profession à faire l'estimation des meubles corporels, ils n'ont aucune connaissance spéciale leur permettant d'estimer des valeurs mobilières.

Une difficulté plus sérieuse a été soulevée par les agents de change qui ont soutenu qu'ils avaient seuls, à l'exclusion des notaires, le droit de vendre les actions industrielles susceptibles d'être cotées à la Bourse, même si en fait ces actions n'y avaient pas été cotées. Ces prétentions furent repoussées plusieurs fois par le Tribunal civil de la Seine, en 1850, mais l'année suivante la Cour de Paris, réformant tous ces jugements, se prononça en faveur du monopole des agents de change (4). La Cour de Cassation prit enfin parti contre ce monopole en cassant un des arrêts de la Cour de Paris, celui du 30 mai 1851. Elle décida que les agents de change n'ont un droit exclusif que si la vente doit avoir lieu à la Bourse par voie de négociation (5). Cette jurisprudence fut suivie par les Cours d'appel, qui décidèrent que le privilège accordé aux agents de change, n'empêche pas les parties intéressées de faire des ventes et achats de titres entre elles et sans intermédiaire (6). La

(1) De Folleville, *op. cit.*, n° 296. — Buchère, *op. cit.*, n° 434.

(2) Douai, 23 mars 1855 : *Sir.*, 1855-2-639.

(3) Buchère, *op. cit.*, n° 242. — Glasson, *op. cit.*, n° 1570. — Bioche, *op. cit.*, V^o saisie-arrêt, n° 56.

(4) Jugements des 26 avril et 28 août 1850, réformés par arrêts des 30 mai, 11 juillet et 2 août 1851 : *Sir.*, 1851-2-508.

(5) Cass. civ., 7 décembre 1853 : *D. P.*, 1854-1-128.

(6) Besançon, 21 août 1883 et Toulouse, 4 mars 1885 : *Sir.*, 1885-1-249. — Orléans, 20 novembre 1886 : *Sir.*, 1887-2-49.

plupart des auteurs admettent que le monopole des agents de change ne s'applique qu'à la négociation (1) ; et ceux qui déclarent illégales les exceptions à ce privilège reconnaissent qu'elles sont nécessaires (2).

Il est, en effet, des cas où il sera impossible de négocier les valeurs saisies. Cette impossibilité viendra parfois de la nature du titre lui-même. Par exemple, les actions d'apport ne sont pas négociables pendant une durée de deux ans à partir de la fondation de la société. Nous avons vu plus haut qu'elles n'en sont pas pour cela insaisissables. De plus, si elles ne peuvent être négociées, elles sont par contre cessibles selon les modes du droit civil. Par conséquent, les actions d'apport atteintes par la voie de la saisie-arrêt devront être vendues en des formes à déterminer par le tribunal, et ce sera le plus souvent par adjudication devant notaire (3).

Parfois, au contraire, la négociation sera rendue impossible, non par la nature du titre, mais par des circonstances extrinsèques. Il se pourra, par exemple, qu'il s'agisse d'un titre mixte ou au porteur que le débiteur aura dépouillé de tous ses coupons. Cela est possible, car le coupon au porteur peut circuler tout à fait indépendamment du titre (4). Il est bien évident qu'un titre ainsi démuné de ses coupons ne pourra pas être négocié et qu'il est de beaucoup préférable de le faire vendre aux enchères.

On peut assimiler aux titres démunis de coupons, ceux dont le débiteur n'a que la nue-propriété. La situation est la même. La valeur du titre dépend de tant de circonstances qu'il faut donner à la vente le plus de publicité possible pour éclairer les acheteurs.

La vente des titres, dont le débiteur n'a que l'usufruit, présente les mêmes difficultés et se fera de la même manière.

Le plus souvent, le tribunal pourra s'inspirer, sans être obligé de s'y conformer strictement, des dispositions de la

(1) Deloison, *Tr. des val. mob.*, n° 376. — Lyon-Caen et Renault, *Man. de dr. comm.*, n° 817.

(2) A. Wahl, *Tr. des titres au porteur*, n° 967.

(3) Copper-Royer, *op. cit.*, n° 317. — Houpin, *op. cit.*, n° 333. — Rousseau, *Tr. des soc. comm.*, t. I^{er}, nos 1787 à 1789.

(4) A. Wahl, *op. cit.*, nos 340 et 341.

loi du 27 février 1880 sur l'aliénation des valeurs mobilières des mineurs et des interdits (1). Pour les valeurs cotées en Bourse, la vente se fera par l'intermédiaire d'un agent de change quand cela sera possible. Pour les valeurs non susceptibles d'être cotées, il sera préférable de les vendre aux enchères, soit à la barre du tribunal, soit devant un notaire. Les juges ne seront pas obligés de désigner un notaire de l'arrondissement. Parfois, en effet, il y aura intérêt à faire vendre les valeurs dans une ville où elles sont connues et où elles se vendront au meilleur prix : ce sera le cas, par exemple, pour les actions émises par la Société du Gaz d'une petite ville de province.

Enfin, s'il s'agit d'un titre à ordre vendu par un notaire, une difficulté se présente : Qui fera l'endossement si le débiteur s'y refuse ? Il nous semble que le notaire n'aura qu'à le faire lui-même au profit de l'acheteur, en indiquant qu'il le fait en vertu d'un jugement, et cela afin que le titre puisse continuer à circuler.

2° Substitution du créancier au débiteur.

Lorsque la vente des valeurs sera impossible, on sera alors obligé de substituer le créancier dans les droits du débiteur, malgré tous les inconvénients que ce procédé présente pour le saisissant. Cela ne se produira qu'après une saisie-arrêt, car la saisie-exécution s'applique aux titres au porteur et à ordre et ceux-ci pourront toujours être vendus.

On sera obligé de substituer le créancier dans les droits du débiteur, lorsque les valeurs saisies seront des actions de garantie. Et encore, le créancier ne sera pas substitué dans tous les droits de son débiteur : le capital que représentent les actions restera affecté au gage. Le créancier ne pourra toucher que les dividendes (2). C'est seulement quand l'administrateur aura obtenu son « quitus » que les actions seront libérées et que le créancier pourra en demander la vente (3).

(1) Defrénois, *Commentaire pratique de la loi du 27 février 1880*.

(2) Glasson, *op. cit.*, n° 1571.

(3) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. II, n° 815 bis.

Cependant, un arrêt rendu par la Cour de Paris, le 20 novembre 1889 (1), et qui constitue la seule jurisprudence que nous ayons trouvée sur la question, est une décision contraire à la théorie que nous venons d'exposer. Cet arrêt commence par poser le principe que les actions de garantie demeurent le gage commun de tous les créanciers et sont saisissables. Mais, la Cour de Paris admet que les juges de première instance aient pu ordonner la vente immédiate des actions, pour que le produit de la vente soit remis au créancier saisissant en déduction ou jusqu'à due concurrence de sa créance. Nous ne pouvons admettre une telle décision. En effet, si les actions de garantie restent le gage de tous les créanciers, ce qui est certain, la Société a cependant sur elles un véritable droit de préférence comme un créancier gagiste. Il est évident que le terme, qui a été fixé ici (reddition des comptes), est uniquement en faveur de la société. Par conséquent, un autre créancier non privilégié ne peut pas la forcer, par une saisie, à renoncer au bénéfice de ce terme. C'est cependant ce qu'a décidé la Cour de Paris.

D'ailleurs, cet arrêt est en contradiction formelle avec l'article 26 de la loi du 24 juillet 1867, qui, comme nous l'avons vu, déclare les actions de garantie « inaliénables ». (Il est intéressant de rapprocher ce terme de celui employé par l'article 3, qui déclare les actions d'apport seulement « non-négociables »).

Enfin la Cour de Paris dit.. « Qu'il est impossible d'admettre « qu'un contrat passé entre G... (l'administrateur) et ladite « compagnie puisse frapper d'indisponibilité, au regard des « tiers créanciers qui n'ont pas été parties au contrat mentionné « plus haut, des valeurs qui sont la propriété de G... » Il y a là une erreur évidente : l'inaliénabilité n'a pas été établie par une convention des parties, mais par une disposition formelle de la loi. Si la jurisprudence de la Cour de Paris était suivie, elle entraînerait la caducité de ce texte.

Comme nous l'avons déjà dit, la règle à suivre pour les actions de garantie doit être appliquée à toutes les valeurs données en gage, et, en particulier, à celles qui constituent le cautionnement d'un officier ministériel (2).

(1) Sir., 1891-2-93.

(2) Rousseau et Laisney, op. cit., V^o saisie-arrêt, n^o 189.

La vente sera impossible le plus souvent si le créancier a fait une saisie-arrêt sur la part d'un associé dans une société en nom collectif ou en commandite. Le saisissant sera simplement autorisé à toucher les dividendes, et ce n'est qu'à la dissolution de la société qu'il pourra toucher la part de capital qui revient à son débiteur (1). D'ailleurs le créancier ne sera pas obligé d'attendre très longtemps pour cela. En effet, aux termes de l'article 1865-4° du Code civil, la société prend fin par la déconfiture de l'un des associés. Si le débiteur ne prend pas rapidement des mesures pour désintéresser rapidement son créancier et si la saisie-arrêt subsiste trop longtemps, les autres associés le considéreront comme en état de déconfiture pour mettre fin à la société et se débarrasser d'un coassocié qui a déjà tant de mal à administrer ses affaires personnelles.

Enfin, il est des cas où la vente n'aura pas lieu, non pas parce qu'elle serait impossible, mais parce qu'elle n'aurait aucune utilité. C'est ainsi que si la saisie a porté sur des coupons arrivés à échéance ou sur des titres dont le capital est arrivé à remboursement, le créancier sera simplement substitué au débiteur (2).

Et nous pensons qu'il devrait en être de même si la saisie avait porté sur des actions d'une société anonyme à capital variable. En effet, chaque associé peut se retirer de la société lorsqu'il le juge convenable (3). Le créancier n'aura, par conséquent qu'à demander le remboursement des titres. C'est seulement lorsque le remboursement sera impossible (4) que le créancier sera obligé de faire procéder à la vente.

(1) Glasson, *op. cit.*, n° 1570. — Bioche, *op. cit.*, V° saisie-arrêt, n° 56.

(2) Glasson, *op. cit.*, n° 1569.

(3) Article 52 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés.

(4) Article 51-1° de la même loi.

Conclusion

De l'étude rapide que nous venons de faire, il résulte que nous manquons complètement de textes réglant la question de la saisie des valeurs mobilières. Nous avons vu comment les valeurs insaisissables, et en particulier les rentes sur l'Etat, permettent aux débiteurs de frustrer leurs créanciers ; nous avons essayé d'y apporter un tempérament en montrant que l'insaisissabilité absolue ne s'applique qu'aux titres de rente nominatifs. Nous avons signalé en passant les dangers que les assurances sur la vie peuvent présenter pour les créanciers.

Après avoir indiqué les difficultés que rencontrent ceux-ci pour trouver les valeurs de leurs débiteurs, nous avons dit que chaque fois que l'on se trouverait en présence de titres nominatifs, il y aurait lieu, en principe, de procéder par la voie de la saisie-arrêt à l'établissement débiteur, même pour les actions. La saisie-exécution et la saisie-arrêt entre les mains d'un tiers détenteur s'appliquent plus spécialement aux titres à ordre ou au porteur ; mais pour les titres nominatifs, ces procédures peuvent encore avoir l'avantage de donner les renseignements nécessaires pour permettre la saisie-arrêt à l'établissement débiteur. Lorsque les valeurs sont contenues dans un coffre-fort, nous avons vu que le seul moyen efficace, bien qu'un peu compliqué, de permettre une saisie-exécution utile, est d'interdire l'accès du coffre-fort par une apposition de scellés. Enfin, pour la réalisation des valeurs saisies, nous avons dit que le tribunal a toute liberté pour fixer les modalités de la vente : les agents de change n'ont un monopole que pour la négociation en Bourse des valeurs susceptibles d'être cotées.

Les difficultés que nous avons rencontrées montrent la nécessité d'une réforme législative. En fait, plusieurs projets furent déposés au cours du siècle dernier. Le plus récent est de 1898. C'est un projet de révision complète du Code de pro-

cédure civile, projet contenant des dispositions spéciales pour la saisie des valeurs mobilières. Comme il n'est sans doute pas sur le point d'aboutir, et qu'il subira certainement des modifications, nous trouvons inutile d'en reproduire le texte ici. Il nous suffira de renvoyer au *Journal Officiel* (1). Nous allons cependant en indiquer les points principaux.

Il est prévu que le jugement validant une saisie-arrêt à l'établissement débiteur sur des titres nominatifs, ordonnera la vente des titres : le jugement désignera, suivant la nature des valeurs, l'officier public chargé de procéder à la vente : c'est la consécration de la jurisprudence actuelle.

La saisie-exécution pourra avoir lieu sans délai, sur ordonnance rendue par le Président du Tribunal sur requête : c'est simplifier beaucoup la saisie des valeurs contenues dans un coffre-fort. Les titres nominatifs ou au porteur pourront être compris dans la saisie, mais celle-ci devra être notifiée à l'établissement débiteur : cela pour empêcher que le saisi ne se fasse délivrer des duplicata s'il s'agit de titres nominatifs.

Ces réformes, bien qu'intéressantes, ne sont cependant pas suffisantes pour donner toute satisfaction aux créanciers. L'insaisissabilité absolue des rentes sur l'Etat, par exemple, pourrait être abrogée sans soulever de réclamations.

Mais toutes les réformes que l'on pourra apporter aux lois de procédure n'empêcheront jamais les débiteurs de frauder leurs créanciers. Il faudrait, en outre, faire de toute dissimulation d'actif un véritable délit. Le seul moyen est de créer une faillite civile : nous n'avons pas l'intention de traiter ici cette question qui a déjà inspiré tant d'ouvrages.

Il est certain que la réglementation de la déconfiture et sa transformation en procédure collective aurait beaucoup d'avantages pour les créanciers, et même pour les débiteurs, puisque les frais seraient diminués. Certains auteurs trouvent que ce serait suffisant (2).

En réalité, pour le point qui nous intéresse, il faut aller plus loin : il faut créer pour tous une véritable faillite avec les peines de la banqueroute pour les débiteurs de mauvaise foi

(1) Chambre des députés, *Documents Parlementaires*, 1898, p. 203.

(2) Garraud, *De la déconfiture*, 4^e partie.

qui chercheraient à détourner une partie de l'actif. Est-ce à dire qu'il soit suffisant d'étendre à tous la faillite actuellement applicable aux commerçants, comme cela se fait par exemple en Norvège et au Danemark (1)? Certains auteurs l'ont soutenu (2). En fait, la faillite commerciale soulève déjà des critiques et a besoin d'une réforme. Ce n'est pas le moment de penser à étendre son champ d'application. D'autre part, si l'on généralisait, pourrait-on garder les juges consulaires? (3).

Il est certain que les règles de la faillite doivent être plus rigoureuses pour les commerçants, car ceux-ci doivent inspirer confiance beaucoup plus que les autres. Il faudrait une faillite différente pour les non-commerçants, faillite exigeant plus de conditions pour pouvoir être prononcée. On pourrait s'inspirer utilement à ce sujet de ce qui a été établi en Suisse par la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes.

Pour terminer, souhaitons que la réforme, quelle qu'elle soit, ne se fasse pas attendre trop longtemps. Il est certain qu'il est difficile, et même impossible, d'arriver à la perfection, mais les règles actuellement applicables à la saisie des valeurs mobilières sont par trop en désaccord avec les conditions économiques.

(1) *Bulletin de la Société de législation comparée*, t. XIV, p. 64.

(2) E. Thaller, *Des faillites en droit comparé*.

(3) Dupin, *De la faillite civile*, thèse.

Le 15 Janvier 1925.

VU:

Le Président,
Georges RIPERT.

VU:

Le Doyen,
H. BERTHÉLÉMY

VU

et Permis d'imprimer :

Le recteur
de l'Académie de Paris :

P. APPEL.

BIBLIOGRAPHIE

- ALAUZET. — Commentaire des lois sur les sociétés civiles et commerciales.
- APPLETON. — Note dans D. P. 1897-2-17.
- ARTHUYS. — Revue critique de législation et de jurisprudence, 1897, article sur les parts de fondateurs.
- AUBRY. — La saisie des valeurs mobilières (Thèse, Paris, 1904).
- BAUDRY-LACANTINIERE. — Du nantissement, des privilèges et hypothèques.
- BERTIN. — Ordonnances de référé.
- BESLAY et LAURAS. — Commentaire théorique, pratique et critique du code de commerce (1869, T. V.).
- BÉZARD-FALGAS. — Du contentieux des oppositions sur titres.
- BIOCHE. — Dictionnaire de procédure.
- BOUCARD et JÉZE. — Éléments de la science des finances et de la législation financière française.
- BOURSAN. — De l'administration des sociétés anonymes (Thèse, Paris, 1883).
- BUCHÈRE. — Traité théorique et pratique des valeurs mobilières et effets publics.
- CARRÉ. — Lois de la procédure civile et administrative.
- CARRÉ et CHAUVEAU. — Lois de la procédure civile.
- CLUNET. — Journal de droit international privé (1878, p. 213).
- J. COLLIN. — Etude sur la jurisprudence dotale en France au XIX^e siècle (Thèse, Paris, 1904).
- P. COLLINET. — La saisie privée (Thèse).
- COPPER-ROYER. — Traité théorique et pratique des sociétés anonymes (1915).
- CUCHE. — Précis des voies d'exécution.
- DALLOZ. — Répertoire alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence. — V^e Saisie-exécution
- DE BELLEYME. — Ordonnances sur requêtes et sur référés (3^e édition, 1855).
- DE FOLLEVILLE. — Traité de la possession des meubles et des titres au porteur.
- DEFRÉNOIS. — Commentaire pratique de la loi du 27 février 1880.
- DELOISON. — Traité des valeurs mobilières et des opérations de bourse. — Traité des sociétés.
- DEMOGUE. — Dans la Revue Trimestrielle de droit civil (1913).
- Dictionnaire du notariat. — V^e Inventaire.
- DODO. — De la saisie-arrest (Thèse).
- DUPIN. — De la faillite civile (Thèse, Grenoble, 1900).
- DUTRUC. — Formulaire annoté à l'usage des huissiers.
- ESMEIN. — Dans Revue Trimestrielle de droit civil (1921). — La location des coffres-forts et la saisie des objets qu'ils contiennent, dans la Revue trimestrielle de droit civil (1922).

- FUZIER-HERMAN. — Répertoire général alphabétique de droit français. —
V^o Dette publique.
- GLASSON. — Précis théorique et pratique de procédure civile (2^e édition). —
Notes dans D. P. 1894-1-497 et D. P. 1897-2-113.
- R. GARRAUD. — De la déconfiture.
- GÉNY. — Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif.
- GUILLOUARD. — Traité du contrat de société.
- HOUPIN. — Traité général des sociétés civiles et commerciales (3^e édition).
- HUVELIN. — Note dans les Annales de droit commercial (1895-1-53).
- IMBERT. — La pratique judiciaire tant civile que criminelle reçue et observée par tout le royaume de France (1609)
- JOSSEAU. — Traité du Crédit Foncier.
- LABBÉ. — Notes dans Journal du Palais (1859, p. 545), et SIREY (1887-2-1).
- LACOUR. — Note dans D. P. 1921-2-121.
- LAFERRIÈRE. — Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux.
- J.-J. LAFON. — De la saisie des titres d'actions et d'obligations (Thèse, Toulouse, 1909).
- F. LANQUEST. — Des assemblées générales d'actionnaires dans les sociétés anonymes (Thèse).
- LECOUTURIER. — Traité des parts de fondateurs. — Dans la Revue critique de législation et de jurisprudence (1892), article sur la nature des parts de fondateurs.
- LEFORT. — Nouveau traité de l'assurance sur la vie (1920).
- LEURQUIN. — Code de la saisie-arrêt (1906).
- M. LEVEN. — Les cases de coffres-forts devant la loi, dans les Annales de droit commercial (1903).
- LOCRIÉ. — La législation civile, commerciale et criminelle de la France (Tome XXII).
- LYON-CAEN. — Note dans Sirey (1895-1-5).
- MACQUERON. — Saisie des valeurs mobilières (Thèse, Paris, 1906).
- MASSELIN. — Des effets de la saisie-arrêt (Thèse, Paris, 1898).
- MINARD. — Du titre nominatif (Thèse, Paris, 1897).
- R. MOREL. — Note dans Sir. (1920-2-81).
- PERCEROU. — Des faillites et banqueroutes et des liquidations judiciaires. Des fondateurs de sociétés anonymes (Thèse, Dijon, 1896).
Notes dans D. P. 1904-1-484 et 1911-1-449.
- PIGEAU. — Commentaire sur le Code de procédure civile.
- PONT. — Des sociétés civiles et commerciales.
- RAUTER. — Cours de procédure civile française (1834).
Revue de législation (1846).
- RIVIÈRE. — Commentaire de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés.
- RODIÈRE. — Traité de compétence et de procédure en matière civile (5^e édition, 1878).
- ROGER. — Traité de la saisie-arrêt.
- ROUSSEAU. — Traité théorique et pratique des sociétés commerciales (5^e édition).

Questions nouvelles sur les sociétés.

ROUSSEAU et LAISNEY. — Dictionnaire de procédure civile.

ROZIER. — De l'insaisissabilité des rentes sur l'Etat (Thèse, Bordeaux, 1895).

SCHATZ. — De la location des coffres-forts (Thèse, Paris, 1903).

TAMBOUR. — Des voies d'exécution sur les biens des débiteurs.

THALLER. — Des faillites en droit comparé.

De la nature juridique du titre de crédit, dans les Annales de droit commercial (1906).

Article dans les Annales de droit commercial (1888)

Dans la Revue critique de législation et de jurisprudence (1887), article sur les parts de fondateurs.

A. TISSIER. — Note dans Sirey (1897-2-241).

TROPLONG. — Du contrat de société civile et commerciale (1^{re} édition, 1843).

TROUILLER. — De l'insaisissabilité absolue des rentes sur l'Etat, dans la Revue pratique de droit français (Tome XI).

VAVASSEUR. — Des parts de fondateurs, dans la Revue des Sociétés (1895).

VALÉRY. — De la location des coffres-forts, dans la Revue générale de droit (1903-1905).

Traité de la location des coffres-forts (1905).

Notes dans D. P. (1895-2-297). — D. P. (1902-2-25). — D. P. (1906-2-65). — D. P. (1907-1-409). — D. P. (1911-2-321).

A. WAHL. — Les parts de fondateur.

Traité théorique et pratique des titres au porteur

Les parts de fondateurs, dans le Journal des Sociétés (1897).

Notes dans Sirey (1898-2-89) et Sirey (1905-2-57).

Et les ouvrages généraux de droit romain, de droit civil, de droit commercial, de procédure civile et d'économie politique.

JURISPRUDENCE CITÉE

Annales de droit commercial, 1895, 1905, 1906.

DALLOZ, Recueil périodique, années 1838, 1840, 1852, 1856, 1859, 1861, 1863, 1864, 1868, 1876, 1881, 1882, 1886 à 1888, 1892, 1894 à 1898, 1901 à 1907, 1911, 1917, 1921, 1923.

Le Droit, 1896, 1897, 1901.

Le Droit financier, 1891, 1894, 1906, 1913.

Gazette du Palais, 1887 à 1890, 1893, 1895, 1896, 1900 à 1902, 1910, 1918-1919, 1922.

Gazette des Tribunaux, 1889, 1897, 1902, 1908, 1913, 1920. — Recueil, 1918.

Journal des audiences, 1824.

Journal de droit international privé, 1878.

Journal des notaires, 1888.

Journal du Palais, 1859.

Journal des Sociétés, 1885, 1892, 1895, 1899.

La Loi, 1888, 1897.

Pandectes françaises, 1887.

Recueil des arrêts des Cours d'Angers et de Rennes, 1896.

Recueil périodique de procédure civile, 1909.

Revue générale de droit, 1903.

Revue des Sociétés, 1894, 1901.

SIREY, Recueil général des Lois et des Arrêts, Tome I, années 1809, 1814, 1832 à 1834, 1838, 1840, 1845, 1849, 1851, 1853 à 1855, 1857, 1860, 1861, 1868, 1870, 1879, 1881, 1882, 1885 à 1888, 1891, 1892, 1894 à 1898, 1900 à 1902, 1905, 1907 à 1909, 1911, 1912, 1916, 1920.

TEXTES CITÉS

Code de procédure civile, édition originale, 3^e partie, exposé des motifs.

Décret en Conseil d'Etat du 3 janvier 1813 (Rentes sur l'Etat).

Digeste, Locati, XIX, 2, Lois 55 p., 56, 60 paragraphes 6 et 9.

Journal Officiel, Chambre, séance du 9 novembre 1895, p. 2.284.

Journal Officiel, Chambre, Documents parlementaires, 1898, p. 203.

Journal Officiel, Chambre, Débats parlementaires, 1900, p. 2.105.

LOCRE, La législation civile, commerciale et criminelle de la France, Tome XXII, p. 387.

Loi du 8 nivôse an VI.

Loi du 9 juin 1819 (sur la publication des journaux).

Loi du 8 septembre 1830 (enregistrement des actes de prêts).

Ordonnance du 24 avril 1831 (titres de rente au porteur).

Loi du 17 mai 1834 (avances sur rentes).

Ordonnance royale du 15 juin 1834 (avances sur rentes).

Décret du 18 juin 1864 (titres de rente mixtes).

Loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés.

Loi du 11 juin 1878 (rente amortissable).

Loi du 27 février 1880 (valeurs mobilières des mineurs et interdits).

Loi du 27 avril 1887 (rente 4 1/2 %).

Loi du 17 janvier 1894 (rente 3 1/2 %).

Loi du 16 novembre 1915 (rente 5 %).

Loi du 15 septembre 1916 (rente 5 %).

Loi du 26 octobre 1917 (rente (4 %), etc..., etc...).

Loi fédérale suisse sur la poursuite pour dettes et la faillite du 11 avril 1889.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
CHAP. I. DES VALEURS INSAISSABLES	9
1° Rentes sur l'Etat	9
2° Obligations du Crédit Foncier	17
3° Valeurs dotales	19
4° Clause d'insaisissabilité	19
5° Valeurs indivises	20
Conclusion	21
CHAP. II. RECHERCHE DES VALEURS DU DÉBITEUR ET DE LA PROCÉDURE A SUIVRE	23
CHAP. III. LA SAISIE-ARRÊT	29
1° Saisie-arrêt à l'établissement débiteur	30
A) Titres au porteur	32
B) Titres à ordre	38
C) Titres nominatifs	39
a) Obligations	39
b) Actions	39
c) Actions de garantie	46
d) Actions de jouissance	48
e) Actions d'apport	49
f) Actions industrielles	50
g) Actions de prime	50
h) Parts de fondateurs	50
i) Parts d'intérêts dans les sociétés en nom collectif ou en commandite simple	52
D) Effets de cette saisie-arrêt quant aux droits du porteur des valeurs mobilières	53
2° Saisie du titre chez un tiers détenteur	54
A) Titres à ordre et au porteur	55
B) Titres nominatifs	56
C) Effets de cette saisie-arrêt quant aux droits du débiteur ..	57
CHAP. IV. LA SAISIE-EXÉCUTION	59
1° Saisie-exécution au domicile du débiteur	59
2° Saisie-exécution sur un coffre-fort	64
3° Effets de cette saisie-exécution	76
CHAP. V. RÉALISATION DES VALEURS SAISIES	79
1° Vente des valeurs saisies	79
2° Substitution du créancier au débiteur	82
CONCLUSION	85
BIBLIOGRAPHIE	89

